

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 16

6 janvier 2009

### SOMMAIRE

Albergo Luxembourg Holdco S.à r.l. ....	767	Luxembourg Management Group S.A. ...	737
Apal First S.A. ....	737	LuxiPrivilège .....	724
Apollina S. à r.l. ....	768	Maslet S.A. ....	725
Azelis Holding S.A. ....	734	MCG Investments S.à r.l. ....	735
BBG Aurum & Co. S.E.N.C. ....	764	M.D.Z. S.A. ....	722
Bearbull Selector .....	726	Navarez S.A. ....	723
Boltham S.A. ....	737	Orchape-Lux S.à r.l. ....	733
C.A. Consulting International S.A. ....	731	Panluxone S.A. ....	734
Camberley Holdings S.A. ....	727	Pentair Asia Holdings S.à r.l. ....	734
CEREP Asnières S.à r.l. ....	729	Pentair Holdings S.à r.l. ....	730
CEREP Investment Birmingham S.à r.l. ..	730	Pictures Investments S.A. ....	739
CEREP Poole S.à r.l. ....	732	Pinnacle Investments Holding S.A. ....	730
Charterhouse Dragon II .....	732	Pleiade .....	727
Charterhouse Dragon II .....	731	Radha Holding S.à r.l. ....	735
Charterhouse TVC .....	733	Robland S.A. ....	739
Cirio Del Monte Internationale S.A. ....	732	Selected Absolute Strategies .....	725
CM21 Participations .....	729	Shipfinance (Luxembourg) S.A. ....	732
Delphi Acquisition Holding S.A. ....	728	Sogin .....	722
Draycott S.A. ....	739	Soliman S.A. ....	729
Foodline Holding S.A. ....	733	Sorokina S.A. ....	726
Foodline Management Services S.A. ....	730	Swiss Life (Luxembourg) .....	767
Foyer Selection .....	724	Symphonia Lux Sicav .....	724
GANTT S.A. ....	728	T.D.S. Technologies, Development & Sup- port Sàrl .....	731
Global Multi Invest .....	740	Tivola Immobilière S.A. ....	725
HR Corporate Finance S.A. ....	738	Trevera E S.à r.l. ....	733
iii European Property Soparfi 1 S.à r.l. ...	729	Uniholding S.A. ....	723
Immofund S.A. ....	738	Urquijo Premier Sicav .....	755
ING PFCE Poland I S.à r.l. ....	768	Valpi S.A. ....	738
I.P.I. International Participations Investors S.A. ....	736	Vendor S.A. ....	734
IS EF Two S.à r.l. ....	767	Vitaani Sàrl .....	736
Katlego Holding S.à r.l. ....	736	Vitruvius International S.A. ....	731
Leysser S.A. ....	722	Zais Ucits .....	727
L Multi Select .....	758	Zehlendorf Properties Sàrl .....	735
Louvre Multi Select .....	758		

**M.D.Z. S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 35.514.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le jeudi 12 février 2009 à 11.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 2 octobre 2008 n'a pu délibérer valablement sur le point 6 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008157763/755/17.

---

**Sogin, Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 24.407.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 26 janvier 2009 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2007.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2009001596/534/15.

---

**Leysser S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3895 Foetz, 6, rue du Commerce.  
R.C.S. Luxembourg B 37.694.

Die Aktionäre sind eingeladen an der:

**ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

teilzunehmen die am 21. Januar 2009, 17:00 Uhr im Sitz der Gesellschaft, 6 rue de commerce in L-3895 Foetz mit folgender Tagesordnung stattfindet:

*Tagesordnung:*

1. Vorlage des Lageberichtes und des Berichtes des Rechnungskommissars;
2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebnisuweisung für das zum 31. Dezember 2007 abgeschlossene Geschäftsjahr;
3. Beschlußfassung über die Entlastung des Verwaltungsrates und des Rechnungskommissars;
4. Neuwahlen im Verwaltungsrat;
5. Verschiedenes.

Um zur Teilnahme der Generalversammlung zugelassen zu sein, ist jeder Aktionär verpflichtet seine Aktien am Hauptsitz der Gesellschaft zu hinterlegen sowie seinen Wunsch an der Generalversammlung teilnehmen zu wollen dem Verwaltungsrat spätestens fünf Tage vor der Generalversammlung mitzuteilen.

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2009001045/510/21.

---

**Navarez S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 55.647.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,  
qui aura lieu le 22 janvier 2009 à 16.15 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2008.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2009001598/1023/16.

**Uniholding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 31.745.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 27 janvier 2009 à 11.30 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

1. Modification de l'objet social pour soumettre la société à la loi du 11 mai 2007 sur les sociétés de gestion de patrimoine familial ("SPF").
2. Changement de la dénomination de la société en "UNIHOLDING S.A., SPF".
3. Adaptation afférente de l'article 4 des statuts de la Société relatif à l'objet pour lui donner la teneur suivante:  
"La Société a pour objet exclusif, à l'exclusion de toute activité commerciale, l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'une part d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et d'autre part d'espèces et d'avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.  
Par instrument financier au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière il convient d'entendre (a) toutes les valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce, (b) les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange, (c) les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire, (d) tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières, (e) tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques, (f) les créances relatives aux différents éléments énumérés sub a) à e) ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instrument financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non endossables et quelque soit le droit qui leur est applicable. D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large, à condition que la Société ne s'immisce pas dans la gestion des participations qu'elle détient, tout en restant dans les limites de la Loi du 11 mai 2007 relative aux sociétés de gestion de patrimoine familial."
4. Ajout d'un alinéa à l'article 5:  
"Les actions ne peuvent être détenues que par des investisseurs éligibles au sens de l'article 3 de la loi SPF".

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008159141/755/39.

**LuxiPrivilège, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 8, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 46.388.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de la société qui se tiendra le 26 janvier 2009 à 12.00 heures au siège social.

L'ordre du jour est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clôturé au 30 septembre 2008;
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises sur l'exercice clôturé au 30 septembre 2008;
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2008 et affectation des résultats;
4. Décharge aux Administrateurs pour l'exécution de leur mandat;
5. Nominations statutaires;
6. Ratification des décisions prises par le Conseil jusqu'à l'assemblée générale ordinaire 2009;
7. Divers.

Les Actionnaires désirant assister à cette Assemblée doivent déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée générale au guichet de Sanpaolo Bank S.A., 8, Avenue de la Liberté L-1930 Luxembourg.

*LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.*

Référence de publication: 2009001606/755/21.

---

**Foyer Selection, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 8, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 63.505.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de la société qui se tiendra le 26 janvier 2009 à 14.00 heures au siège social.

L'ordre du jour est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clôturé au 30 septembre 2008;
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises sur l'exercice clôturé au 30 septembre 2008;
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2008 et affectation des résultats;
4. Décharge aux Administrateurs pour l'exécution de leur mandat;
5. Nominations statutaires;
6. Ratification des décisions prises par le Conseil jusqu'à l'assemblée générale ordinaire 2009;
7. Divers.

Les Actionnaires désirant assister à cette Assemblée doivent déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée générale au guichet de Sanpaolo Bank S.A., 8, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

*LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.*

Référence de publication: 2009001612/755/21.

---

**Symphonia Lux Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 65.036.

We are pleased to invite you to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of Shareholders of SYMPHONIA LUX SICAV (the "Company") which will be held at the registered office of the Company on Tuesday, 27th January 2009 at 11.30 a.m. with the following agenda:

*Agenda:*

1. Approval of the Reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor;

2. Approval of the Statement of Net Assets and Statement of Income for the year ended on 30 September 2008; Allocation of the results;
3. Discharge of the Directors with respect of their performance of duties during the year ended on 30 September 2008;
4. Election of the Directors;
5. Directors' fees;
6. Re-election of the Independent Auditor.

The Annual General Meeting may validly deliberate without quorum. The resolutions on the agenda will be passed if approved by a simple majority of the shares present or represented.

In order to attend the Meeting, the holders of bearer shares are required to deposit their share certificates five business days before the Meeting at the windows of BNP Paribas Luxembourg, 10A, boulevard Royal, L-2093 Luxembourg, where forms of proxy are available.

*For and on behalf of the Board of Directors.*

Référence de publication: 2009001603/755/25.

---

**Maslet S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 21.613.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

reportée qui aura lieu le *15 janvier 2009* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2007
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008157533/795/15.

---

**Tivola Immobilière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 67.331.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de notre société, qui se tiendra mercredi, le *14 janvier 2009* à 11 heures au siège social, et de voter sur l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels 2007 et affectation du résultat
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
3. Décision relative à l'application de l'article 100 de la loi modifiée de 1915 sur les sociétés commerciales
4. Divers

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2008157907/3560/16.

---

**Selected Absolute Strategies, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 63.046.

Par le présent avis, les actionnaires sont conviés à assister à:

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de Selected Absolute Strategies, qui se tiendra aux 46-48, route d'Esch, L-2965 Luxembourg, le 15 janvier 2009 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes au 31 décembre 2007.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge des administrateurs.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Pour être admis à l'Assemblée Générale, tout propriétaire d'actions au porteur doit déposer ses titres aux siège et agences de ING Luxembourg, et faire part de son désir d'assister à l'Assemblée, le tout cinq jours francs au moins avant l'Assemblée.

*Le Conseil d'administration.*

Référence de publication: 2008157912/584/21.

---

**Sorokina S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 55.651.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 14 janvier 2009 à 17.15 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2008, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2008.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008157535/1023/16.

---

**Bearbull Selector, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 114.340.

Les actionnaires de la Société sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le jeudi 15 janvier 2009 à 11.00 heures au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 30.09.2008
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008157530/584/24.

---

**Pleiade, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 42.619.

Le Conseil d'Administration de Pleiade a l'honneur d'inviter Messieurs et Mesdames les actionnaires à prendre part à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *14 janvier 2009* au siège social de la société à 9.30 heures afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises sur l'exercice clos le 30 septembre 2008.
2. Approbation des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2008.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clos le 30 septembre 2008.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Pour tenir valablement l'Assemblée Générale Ordinaire, aucun quorum de présence n'est requis. Les décisions seront votées à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'assemblée.

Pour pouvoir assister ou être représentés à l'Assemblée Générale, les propriétaires d'actions au porteur devront faire part de leur désir d'assister à l'assemblée et effectuer le dépôt de leurs actions aux guichets des agences de la BGL Société Anonyme (anciennement Fortis Banque Luxembourg) cinq jours francs au moins avant la réunion.

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître leur intention de prendre part à l'assemblée.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008158651/755/25.

**Camberley Holdings S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.  
R.C.S. Luxembourg B 46.904.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu au siège social de la société le *14 janvier 2009* à 09h00 avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

- Lecture des bilans et des comptes de profits et pertes au 31 décembre 2008
- Rapport du liquidateur;
- Désignation d'un Commissaire - Vérificateur de la liquidation;
- Divers.

Pour assister ou être représenté à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le liquidateur.*

Référence de publication: 2008157101/565/17.

**Zais Ucits, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 116.897.

The shareholders of ZAIS UCITS are hereby convened to the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office on *15 January 2009* at 11.00 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following matters:

*Agenda:*

1. Presentation of the management report of the Board of Directors and of the report of the Independent Auditors.

2. To approve the financial statement of net assets and the statement of operations for the year ended September 30, 2008.
3. To allocate the net results.
4. To discharge the Directors with respect of their performance of duties during the year ended September 30, 2008.
5. To renew the mandates of the Directors and of the Independent Auditors.
6. Any other business.

The shareholders are advised that no quorum for the statutory general meeting is required and that decisions will be taken by the majority of the shares present or represented at the meeting.

The shareholders who would like to be present at the meeting are kindly requested, for organisational purposes, to inform the Company at least five clear days before the meeting of their intention to attend.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2008157911/755/23.

---

**GANTT S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 63.261.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire  
tenue au siège social en date du 28 novembre 2008*

Le siège social de la société est transféré au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg.

La démission de la société BDO Compagnie Fiduciaire de son poste de Liquidateur est acceptée.

Monsieur Mohammed KARA, expert-comptable, né le 21.07.1954 à Oum Toub Denaira (Algérie), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouveau Liquidateur de la société. Son Mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2009.

Pour extrait sincère et conforme

GANTT S.A.

Mohammed KARA

*Liquidateur*

Référence de publication: 2008156026/545/20.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2008, réf. LSO-CX02547. - Reçu 14,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080183757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

---

**Delphi Acquisition Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 122.411.

*Extrait des Résolutions de l'Associé unique du 28 novembre 2008*

L'associé unique de Delphi Acquisition Holding S.A. (la «Société»), a décidé comme suit:

- d'accepter les démissions de Stefan Antoon Yvonne Malfliet en tant qu'Administrateur de catégorie A de la Société et ce, avec effet au 18 novembre 2008, et de Mark Beckett, en tant qu'Administrateur de catégorie C de la Société et ce, avec effet immédiat.

- de nommer Frederik Kuiper, né le 9 novembre 1974 à Utrecht (Pays-Bas), ayant son adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant qu'Administrateur de catégorie C de la Société avec effet immédiat et ce, jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2013.

Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Jean-Michel Clinquart

*Mandataire*

Référence de publication: 2008156027/9168/20.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04274. - Reçu 14,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080183708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

---



**iii European Property Soparfi 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2721 Luxembourg, 4, rue Alphonse Weicker.  
R.C.S. Luxembourg B 138.586.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Belvaux, le 11 décembre 2008.

Jean-Joseph WAGNER  
*Notaire*

Référence de publication: 2008156225/239/12.  
(080184733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

**Soliman S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 67.878.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 12/12/2008.

SOLIMAN S.A.  
Régis DONATI / Jacopo ROSSI  
*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2008155856/545/15.  
Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03862. - Reçu 22,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080183723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

**CM21 Participations, Société Anonyme Unipersonnelle.**

R.C.S. Luxembourg B 67.382.

A dater de ce jour, la société ADVANCED ACCOUNTANTS AND ASSOCIATES LTD démissionne de sa fonction de Commissaire aux Comptes de la société suivante:

Le 1<sup>er</sup> octobre 2008.

CM21 PARTICIPATIONS S.A.  
ADVANCED ACCOUNTANTS AND ASSOCIATES LTD  
*Signature*

Référence de publication: 2008156319/1969/14.  
Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04434. - Reçu 14,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080185173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

**CEREP Asnières S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 104.647.

Les comptes annuels au 30 juin 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2008.

*Signature.*

Référence de publication: 2008158822/581/13.  
Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06822. - Reçu 28,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080187426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

**CEREP Investment Birmingham S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 15.155,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 116.267.

Les comptes annuels au 30 juin 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158824/581/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06841. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

---

**Pinnacle Investments Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 30.671.

*Extrait des résolutions prises à la réunion du conseil d'administration du 17 novembre 2008*

Monsieur Moustafa ACHOUR, homme d'affaires, demeurant rue Justinien Kantari, Beyrouth, Liban, est nommé comme président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2011 qui statuera sur l'exercice 2010.

Luxembourg, le 28 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008156421/280/14.

Enregistré à Luxembourg, le 3 décembre 2008, réf. LSO-CX01625. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

---

**Pentair Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.  
R.C.S. Luxembourg B 105.546.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2008.

LUXFIDUCIA S.à r.l.

16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008158874/1629/15.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07040. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

---

**Foodline Management Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7257 Walferdange, 12, Millewee.  
R.C.S. Luxembourg B 64.607.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158865/1185/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05578. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

---

**T.D.S. Technologies, Development & Support Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.  
R.C.S. Luxembourg B 41.728.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*  
Signature

Référence de publication: 2008158859/1185/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX06140. - Reçu 22,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080187357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

---

**C.A. Consulting International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5943 Itzig, 6, rue Jean-Pierre Lanter.  
R.C.S. Luxembourg B 66.684.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158857/1185/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX06142. - Reçu 22,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080187354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

---

**Charterhouse Dragon II, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2240 Luxembourg, 8, rue Notre-Dame.  
R.C.S. Luxembourg B 117.701.

Dépôt des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Christophe Gammal  
Gérant C

Référence de publication: 2008158851/6762/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07257. - Reçu 28,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080187471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

---

**Vitruvius International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 22.126.

Le bilan au 30 avril 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/12/2008.

*Pour Vitruvius International S.A.*  
Luxembourg International S.A.  
Signature

Référence de publication: 2008158853/536/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05330. - Reçu 22,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080187346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

---

**Cirio Del Monte Internationale S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 41.468.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158841/581/12.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06852. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

**CEREP Poole S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 15.555,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 114.498.

Les comptes annuels au 30 juin 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158839/581/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06824. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

**Charterhouse Dragon II, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2240 Luxembourg, 8, rue Notre-Dame.  
R.C.S. Luxembourg B 117.701.

Dépôt des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Christophe Gammal

Gérant C

Référence de publication: 2008158849/6762/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07259. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

**Shipfinance (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 48.040.

Le bilan au 30 juin 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/12/2008.

Pour Shipfinance (Luxembourg) S.A.

Luxembourg International Consulting S.A.

Signature

Référence de publication: 2008158855/536/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05328. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

**Charterhouse TVC, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 124.503.

Dépôt des comptes la période du 24 janvier 2007 au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Halsey Group Sàrl  
Domiciliaire  
Signatures

Référence de publication: 2008158848/6762/15.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07261. - Reçu 28,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080187467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

---

**Treveria E S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 116.172.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158844/581/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06818. - Reçu 32,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080187462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

---

**Orchape-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.  
R.C.S. Luxembourg B 122.355.

Le bilan au 31/03/2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/12/2008.

Pour la Société de Gestion Fiduciaire  
Signature

Référence de publication: 2008158862/1185/14.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03859. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080187367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

---

**Foodline Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7257 Walferdange, 12, Millewee.  
R.C.S. Luxembourg B 64.484.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158863/1185/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05580. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080187369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

---

**Vendor S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7257 Walferdange, 12, Millewee.  
R.C.S. Luxembourg B 5.826.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158867/1185/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05583. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

---

**Azelis Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 122.714.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Christophe Gammal / Daphné Ribot  
Directeur / Directeur

Référence de publication: 2008158846/6762/13.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07265. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

---

**Pentair Asia Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.  
R.C.S. Luxembourg B 81.548.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2008.

LUXFIDUCIA S.à r.l.  
16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg  
Signature

Référence de publication: 2008158876/1629/15.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07042. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

---

**Panluxone S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faiencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 134.309.

ETRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 septembre 2008 que:

- Monsieur Michele CANEPA, administrateur actuelle, a été nommé Président du Conseil d'Administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008156463/5878/14.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX03987. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

---

**Radha Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 128.058.

*Dépôt complémentaire aux comptes annuels au 31 décembre 2007*

L'affectation du résultat des comptes annuels au 31 décembre 2007, enregistrée à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04790, a été déposée au au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2008, et forme un dépôt complémentaire aux comptes annuels au 31 décembre 2007, enregistrés à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05403, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg (L080170006), le 19 novembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2008.

Radha Holding S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008155844/3258/19.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04790. - Reçu 14,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080183670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

**MCG Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 115.502.

*Dépôt complémentaire aux comptes annuels au 31 décembre 2007*

L'affectation du résultat des comptes annuels au 31 décembre 2007, enregistrée à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04786, a été déposée au au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2008, et forme un dépôt complémentaire aux comptes annuels au 31 décembre 2007, enregistrés à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05395, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg (L080170007), le 19 novembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2008.

MCG Investments S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008155845/3258/19.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04786. - Reçu 14,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080183673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

**Zehlendorf Properties Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 132.154.

Les comptes annuels au 30 juin 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A. - S G G

412 F, route d'Esch

L-2086 LUXEMBOURG

Signatures

Référence de publication: 2008155756/795/16.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01205. - Reçu 32,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080184042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

**I.P.I. International Participations Investors S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1233 Luxembourg, 13, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 53.215.

Le bilan au 31/12/2007 portant mention de l'affectation du résultat de l'exercice, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FBK

FIDUCIAIRE BENOY KARTHEISER

45-47, route d'Arlon L-1140 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008155838/510/16.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03687. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

**Katlego Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 127.973.

*Dépôt complémentaire aux comptes annuels au 31 décembre 2007*

L'affectation du résultat des comptes annuels au 31 décembre 2007, enregistrée à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04783, a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2008, et forme un dépôt complémentaire aux comptes annuels au 31 décembre 2007, enregistrés à Luxembourg, le 17 novembre 2008, réf. LSO-CW05399, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg (L080170005), le 19 novembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 décembre 2008.

Katlego Holding S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2008155846/3258/19.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04783. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080183674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

**Vitaani Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

**Capital social: EUR 762.500,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 132.863.

*Extrait des résolutions de l'associé unique tenues en date du 7 novembre 2008*

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société tenues en date du 7 novembre 2008 les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Mademoiselle Patricia Schon, avec adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant que gérante de la Société, avec effet en date du 7 novembre 2008;

- Nomination de Mademoiselle Corinne Muller, avec adresse professionnelle au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg en tant que gérante de la Société, avec effet en date du 7 novembre 2008 et ce, pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 17 novembre 2008.

Corinne Muller

Gérante

Référence de publication: 2008156249/9168/19.

Enregistré à Luxembourg, le 26 novembre 2008, réf. LSO-CW08682. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.



**Apal First S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 101.689.

Le bilan au 31/12/2007 portant mention de l'affectation du résultat de l'exercice, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FBK  
FIDUCIAIRE BENOY KARTHEISER  
45-47, route d'Arlon L-1140 Luxembourg  
Signature

Référence de publication: 2008155841/510/16.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03682. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080183986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

**Boltham S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 134.612.

*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration tenu le 2 décembre 2008*

- Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la société du 124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg au 11B, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Luxembourg, le 2 décembre 2008.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008155945/4333/16.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03472. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080183728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

**Luxembourg Management Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1233 Luxembourg, 13, rue Jean Bertholet.  
R.C.S. Luxembourg B 81.329.

*Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre  
abgehalten in Luxemburg am 30. Juni 2008*

Die Mandate von Herrn Alex. Benoy, berufliche Anschrift, 45-47, route d'Arlon in L-1140 Luxembourg, Herrn Hubert Choudury, private Anschrift, 7, Gustav Mahlerwet in D-76676 Graben und Taswell Investments Ltd mit Sitz in Iles Vierges Britanniques, Road Town, Tortola, als Verwaltungsratsmitglieder wurden erneuert bis zur ordentlichen Hauptversammlung des Jahres 2009.

Das Mandat von Herrn Hubert Choudury als täglicher Geschäftsführer wird erneuert bis zur ordentlichen Hauptversammlung des Jahres 2009.

Das Mandat von Herrn Jean-Marie Boden als Kommissar wurde erneuert bis zur ordentlichen Hauptversammlung des Jahres 2009.

Luxemburg, den 30. Juni 2008.

*Für die Gesellschaft*

Unterschrift

Référence de publication: 2008156025/510/22.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03702. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

**HR Corporate Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 106.564.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration tenu le 2 décembre 2008*

- Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la société du 124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg au 11B, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Luxembourg, le 2 décembre 2008.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008155955/4333/16.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03525. - Reçu 14,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080183783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

---

**Immofund S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 133.959.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration tenu le 2 décembre 2008*

- Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la société du 124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg au 11B, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Luxembourg, le 2 décembre 2008.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008155958/4333/16.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03528. - Reçu 14,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080183807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

---

**Valpi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 100.947.

—  
*Extrait de l'assemblée générale ordinaire du 23 octobre 2008*

1.- Le mandat des administrateurs suivants est reconduit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire devant se tenir en 2013:

- M<sup>e</sup> Michaël Dandois, demeurant professionnellement au 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg,

- M<sup>e</sup> Antoine Meynial, demeurant professionnellement au 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg,

- M. Alain Roland Empois,

- M. Stéphane Warnier, demeurant professionnellement au 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

2.- Le mandat de commissaire aux comptes de Management & Accounting Services est reconduit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire devant approuver les comptes annuels au 31 décembre 2006 devant se tenir en 2008.

Dandois & Meynial

Signature

Référence de publication: 2008156247/2374/22.

Enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2008, réf. LSO-CW06185. - Reçu 14,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080184852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

---

**Draycott S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 86.234.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires  
tenue au siège social à Luxembourg, le 24 novembre 2008*

Monsieur DIEDERICH Georges et Monsieur DONATI Régis sont renommés administrateurs pour une nouvelle période de trois ans. Monsieur DE BERNARDI Alexis est renommé commissaire aux comptes pour la même période. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Monsieur Mohammed KARA, expert-comptable, né le 21.07.1954 à Oum Toub Denaira (Algérie), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur de la société en remplacement de Madame Marie-Fiore RIES-BONANI, administrateur sortant. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Pour extrait sincère et conforme  
DRAYCOTT S.A.  
Georges DIEDERICH / Régis DONATI  
*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2008156422/545/22.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04932. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

---

**Pictures Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 117.397.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration tenu le 2 décembre 2008*

- Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la société du 124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg au 11B, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Luxembourg, le 2 décembre 2008.

*Pour la société  
Signature  
Un mandataire*

Référence de publication: 2008155965/4333/16.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03535. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080183838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

---

**Robland S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 78.506.

—  
*Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration tenu le 2 décembre 2008*

- Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la société du 124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg au 11B, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Luxembourg, le 2 décembre 2008.

*Pour la société  
Signature  
Un mandataire*

Référence de publication: 2008155969/4333/16.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03539. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080183863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

---

## Global Multi Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 143.580.

### STATUTEN

Im Jahre zweitausendacht, am zwölften Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

FRANKFURT-TRUST Invest Luxembourg AG, mit Sitz in 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg,

hier vertreten durch Britta Weickgenannt, Rechtsanwältin, beruflich ansässig in Luxemburg, vorgeannt, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg am 10. Dezember 2008,

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch die Erschienene und den Notar unterzeichnet, bleiben diesem Dokument beigelegt, um mit demselben registriert zu werden.

Die Erschienene hat in Ausführung ihrer Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft, welche zwischen den ihnen bestehen soll, wie folgt zu beurkunden:

**Art. 1. Name und Rechtsform.** Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche Inhaber von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft ("société anonyme") in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital ("Société d' Investissement à Capital Variable" SICAV) gemäß Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen ("Gesetz vom 20. Dezember 2002") unter dem Namen Global Multi Invest (die "Gesellschaft").

**Art. 2. Gesellschaftssitz.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann innerhalb Luxemburgs, auf Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können auf Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg errichtet werden (keinesfalls indessen in den Vereinigten Staaten von Amerika, ihren Territorien oder Besitztümern).

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage in das Ausland verlagert werden; solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben; die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

**Art. 3. Dauer.** Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

**Art. 4. Gesellschaftszweck.** Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahme ergreifen und Transaktion ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002.

**Art. 5. Gesellschaftsvermögen, Aktienklassen.** Das Kapital der Gesellschaft wird durch voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert vertreten und wird zu jeder Zeit dem gesamten Netto-Vermögenswert der Gesellschaft gemäß Artikel 11 dieser Satzung entsprechen. Das Mindestkapital wird sich auf das gesetzliche Mindestkapital, das heißt auf eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) belaufen. Das Mindestkapital muss innerhalb von sechs Monaten nach dem Datum, zu welchem die Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen nach Luxemburger Recht zugelassen wurde, erreicht sein.

Das Erstzeichnungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-), eingeteilt in dreihundertzehn (310) Aktien ohne Nennwert.

Die Aktien, welche an der Gesellschaft gemäß Artikel 7 dieser Satzung ausgegeben werden, können auf Beschluss des Verwaltungsrates in Form von mehreren Aktienklassen ausgegeben werden. Das Entgelt für die Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse wird angelegt, im Einklang mit der Anlagepolitik, wie sie vom Verwaltungsrat für die einzelnen Teilfonds (gemäß nachstehender Definition), die für die jeweiligen Aktienklassen errichtet werden, bestimmt wird und unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Verwaltungsrat aufgestellten Anlagebeschränkungen in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten.

Der Verwaltungsrat wird ein Portfolio von Vermögenswerten einrichten, welches einen Teilfonds ("Teilfonds") im Sinne des Artikels 133 Absatz (1) des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 darstellt und für eine oder mehrere Aktienklassen in der in Artikel 11 dieser Satzung beschriebenen Art gebildet wird. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jedes

Portfolio ausschließlich zu Gunsten der jeweiligen Aktienklasse(n) angelegt werden. Im Verhältnis zu Dritten haften die Vermögenswerte eines Teilfonds lediglich für solche Verbindlichkeiten, die dem betreffenden Teilfonds zuzuordnen sind.

Der Verwaltungsrat kann jeden Teilfonds auf unbestimmte oder auf bestimmte Zeit errichten; in letzterem Falle kann der Verwaltungsrat die Laufzeit des entsprechenden Teilfonds nach Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Laufzeit einmal oder mehrere Male verlängern. Nach Ablauf der Laufzeit eines Teilfonds wird die Gesellschaft alle Aktien der entsprechenden Aktienklasse(n) gemäß Artikel 8 dieser Satzung und unbeschadet der Bestimmungen gemäß Artikel 25 dieser Satzung zurücknehmen.

Bei jeder Verlängerung der Laufzeit eines Teilfonds werden die Inhaber von Namensaktien durch eine Mitteilung an ihre, im Aktionärsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse ordnungsgemäß schriftlich benachrichtigt. Die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberaktien durch eine Mitteilung, welche in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen veröffentlicht wird, benachrichtigen, sofern diese Aktionäre und ihre Adressen der Gesellschaft nicht bekannt sind. Die Verkaufsunterlagen für Aktien der Gesellschaft werden die Laufzeit jedes Teilfonds und, so angebracht, seine Verlängerung angeben.

Zur Bestimmung des Gesellschaftsvermögens werden die einer Aktienklasse zuzuordnenden Netto-Vermögenswerte in Euro umgerechnet, soweit sie nicht bereits auf Euro lauten; das Gesellschaftsvermögen entspricht den Netto-Vermögenswerten aller Aktienklassen.

#### **Art. 6. Aktien**

1. Der Verwaltungsrat wird beschließen, ob die Gesellschaft Inhaber- und/oder Namensaktien ausgibt. Sofern Zertifikate über Inhaberaktien ausgegeben werden, werden sie in der Stückelung ausgegeben, wie dies der Verwaltungsrat bestimmt.

Alle ausgegebenen Namensaktien der Gesellschaft werden in das Aktionärsregister eingetragen, welches bei der Gesellschaft oder bei einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft bezeichneten Personen geführt wird, und dieses Register wird die Namen jedes Inhabers von Namensaktien, seinen ständigen oder gewählten Wohnsitz, entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft, die Zahl der von ihm gehaltenen Namensaktien und den auf Aktienbruchteile bezahlten Betrag enthalten.

Der Eintrag des Namens des Aktionärs in das Aktionärsregister dient als Nachweis der Berechtigung des Aktionärs an solchen Namensaktien. Die Gesellschaft wird darüber beschließen, ob ein Zertifikat über einen solchen Eintrag an den Aktionär ausgestellt werden soll oder ob der Aktionär eine schriftliche Bestätigung über seinen Aktienbesitz erhält.

Sofern Inhaberaktien ausgegeben werden, können, auf Antrag des Aktionärs, Namensaktien in Inhaberaktien und Inhaberaktien in Namensaktien umgetauscht werden. Ein Umtausch von Namensaktien in Inhaberaktien erfolgt durch die Ungültigerklärung der - gegebenenfalls über die Namensaktien ausgestellten - Zertifikate nach Bestätigung, dass der Umtausch nicht zu Gunsten einer Ausgeschlossenen Person erfolgt und durch Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberaktienzertifikate, welche die ungültig erklärten Namenszertifikate ersetzen; der Vorgang wird im Aktionärsregister zum Nachweis dieser Ungültigerklärung eingetragen. Der Umtausch von Inhaberaktien in Namensaktien erfolgt durch Ungültigerklärung der Aktienzertifikate über die Inhaberaktien und gegebenenfalls durch Ausgabe von Aktienzertifikaten über Namensaktien an deren Stelle; zum Nachweis dieser Ausgabe erfolgt ein Eintrag im Aktionärsregister. Nach Ermessen des Verwaltungsrates können die Kosten eines solchen Umtausches dem antragstellenden Aktionär belastet werden.

Vor Ausgabe von Inhaberanteilen und vor Umwandlung von Namensaktien in Inhaberaktien kann die Gesellschaft den Nachweis zur Zufriedenheit des Verwaltungsrates verlangen, dass die Ausgabe oder der Umtausch nicht zur Folge haben, dass derartige Aktien durch eine Ausgeschlossene Person gehalten werden.

Aktienzertifikate werden durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Die Unterschriften können handschriftlich erfolgen, gedruckt werden oder als Faksimile erstellt werden. Eine dieser Unterschriften kann durch eine hierzu ordnungsgemäß durch den Verwaltungsrat ermächtigte Person geleistet werden; in diesem Fall muss sie handschriftlich erfolgen. Die Gesellschaft kann vorläufige Aktienzertifikate in einer vom Verwaltungsrat zu beschließenden Form ausgeben.

2. Sofern Inhaberaktien ausgegeben werden, erfolgt die Übertragung von Inhaberaktien durch Übergabe der entsprechenden Aktienzertifikate. Die Übertragung von Namensaktien erfolgt (i) sofern Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch Übergabe an die Gesellschaft des oder der Zertifikate(s), welche diese Aktien repräsentieren, zusammen mit anderen Unterlagen, welche die Übertragung der Gesellschaft gegenüber in zufrieden stellender Weise nachweisen und (ii) sofern keine Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, welche in das Aktionärsregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend vertretungsberechtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Namensaktien wird in das Aktionärsregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Personen unterzeichnet.

3. Aktionäre, welche Namensaktien erhalten sollen, müssen der Gesellschaft eine Adresse mitteilen, an welche sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Adresse wird ebenfalls in das Aktionärsregister eingetragen.

Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktionärsregister eingetragen wird und die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft oder unter einer anderen, von der Gesellschaft einer zu gegebener Zeit einzutragenden Adresse geführt, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt. Ein Aktionär kann zu jeder Zeit die im Aktionärsregister eingetragene Adresse durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, welche von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

4. Sofern ein Aktionär zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Aktienzertifikat abhanden gekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Aktionärs ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden; die Sicherheiten können in einer von einer Versicherungsgesellschaft ausgegebenen Schuldverschreibung bestehen, sind aber auf diese Form der Sicherheit nicht beschränkt. Mit Ausgabe des neuen Aktienzertifikates, welches als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Aktienzertifikat, welches durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Aktienzertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Aktionär die Kosten für die Erstellung eines Duplikates oder eines neuen Aktienzertifikates sowie sämtliche angemessenen Auslagen, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikates oder im Zusammenhang mit der Ungültigerklärung des ursprünglichen Aktienzertifikates getragen wurden, dem Aktionär auferlegen.

5. Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Aktie an. Sofern ein oder mehrere Aktie(n) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einer) Aktie(n) strittig ist, kann die Gesellschaft, nach Ermessen des Verwaltungsrates und unter dessen Verantwortung eine der Personen, welche eine Berechtigung an (einer) solchen Aktie(n) behaupten, als rechtmäßigen Vertreter dieser Aktie(n) gegenüber der Gesellschaft ansehen.

6. Die Gesellschaft kann beschließen, Aktienbruchteile auszugeben. Solche Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen jedoch anteilig an dem der entsprechenden Aktienklasse zuzuordnenden Nettovermögen. Im Falle von Inhaberaktien werden nur Zertifikate über ganze Aktien ausgegeben.

**Art. 7. Ausgabe von Aktien.** Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Aktienklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden.

Immer wenn die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, so wird der Ausgabepreis solcher Aktien dem Anteilwert der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung an einem Bewertungstag beziehungsweise zu dem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages (gemäß der Definition in Artikel 12 dieser Satzung) entsprechen, wie dieser im Einklang mit der vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegten Politik bestimmt wird. Dieser Preis kann durch einen geschätzten Prozentsatz von Kosten und Auslagen, welche der Gesellschaft durch die Anlage des Entgelts aus der Ausgabe entstehen, sowie durch eine, vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit gebilligte Verkaufsprovision erhöht werden. Der so bestimmte Preis wird innerhalb einer Frist, welche vom Verwaltungsrat bestimmt wird, zu entrichten sein; diese Frist wird nicht mehr als vier Werktage ab dem entsprechenden Bewertungstag betragen.

Der Verwaltungsrat kann an jedem seiner Mitglieder, jedem Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Aktien in Empfang zu nehmen und diese Aktien auszuliefern. Die Gesellschaft kann in jedem Teilfonds Sparpläne anbieten.

Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen nach Luxemburger Recht, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, unter der Bedingung, dass eine solche Lieferung von Wertpapieren der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds entspricht und innerhalb der Anlagebeschränkungen der Gesellschaft und der Anlagepolitik des entsprechenden Teilfonds erfolgt. Sämtliche Kosten im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren sind von den betreffenden Aktionären zu tragen.

Sofern die Ausgabe im Rahmen der von der Gesellschaft angebotenen Sparpläne erfolgt, wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten werden auf alle späteren Zahlungen gleichmäßig verteilt.

**Art. 8. Rücknahme von Aktien.** Jeder Aktionär kann die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Aktien durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die Aktien festgelegt werden, und innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen verlangen.

Der Rücknahmepreis pro Aktie wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche vier Werktage ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Aktienzertifikate und sonstige Unterlagen zur Über-

tragung von Aktien bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 12 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Aktien. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Netto-Vermögenswert von Aktien, welche durch einen Aktionär in einer Aktienklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat festgelegt wurden, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Aktienbesitzes des Aktionärs in dieser Aktienklasse behandelt wird.

Wenn des weiteren an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages, die gemäß diesem Artikel gestellten Rücknahmeanträge und die gemäß Artikel 9 dieser Satzung gestellten Umtauschanträge einen bestimmten Umfang übersteigen, wie dieser vom Verwaltungsrat im Verhältnis zu den innerhalb einer bestimmten Aktienklasse ausgegebenen Aktien festgelegt wird, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- oder Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft für erforderlich gehalten wird. Am nächstfolgenden Bewertungstag, beziehungsweise zum nächstfolgenden Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages werden diese Rücknahme- und Umtauschanträge vorrangig gegenüber anderen Anträgen abgewickelt.

Die Gesellschaft kann in jedem Teilfonds Entnahmepläne anbieten.

Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Aktionär, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Aktionär aus dem Portfolio der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Aktienklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 11) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Aktien zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Aktionäre der entsprechenden Aktienklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

**Art. 9. Umtausch von Aktien.** Sofern durch den Verwaltungsrat im Verkaufsprospekt nicht anderweitig festgelegt ist jeder Aktionär berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse eines anderen Teilfonds zu verlangen. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Der Preis für den Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse eines anderen Teilfonds wird auf der Grundlage des jeweiligen Anteilwertes der beiden Aktienklassen bzw. der Aktienklasse und des anderen Teilfonds an demselben Bewertungstag beziehungsweise zu demselben Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag berechnet.

Sofern die Zahl der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien oder der gesamte Anteilwert der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Gesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Aktionär in einer solchen Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien behandelt wird.

Aktien, welche in Aktien an einer anderen Aktienklasse oder eines anderen Teilfonds bzw. Aktienklasse eines anderen Teilfonds umgetauscht wurden, werden entwertet.

**Art. 10. Beschränkung des Eigentums an Aktien.** Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien der Gesellschaft seitens einer natürlichen oder juristischen Person oder Gesellschaft entsprechend der vom Verwaltungsrat getroffenen Definition einschränken, sofern dieses Eigentum an Aktien nach Auffassung der Gesellschaft Luxemburger oder anderes Recht verletzen könnte oder sofern die Gesellschaft als Folge dieses Aktieneigentums spezifische steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile gewärtigen müsste (wobei die betreffenden natürlichen oder juristischen Personen oder Gesellschaften vom Verwaltungsrat bestimmt und in dieser Satzung als "Ausgeschlossene Personen" definiert werden).

In diesem Sinne darf die Gesellschaft:

A. die Ausgabe von Aktien und die Eintragung der Übertragung von Aktien verweigern, sofern dies das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Ausgeschlossenen Person an diesen Aktien zur Folge hätte;

und

B. zu jeder Zeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Register der Aktionäre eingetragen ist oder welche die Übertragung von Aktien zur Eintragung im Register der Aktionäre wünscht, der Gesellschaft jegliche Information, gegebenenfalls durch eidesstattliche Versicherungen bekräftigt, zugänglich macht, welche die Gesellschaft für notwendig erachtet, um bestimmen zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien eines solchen Aktionärs bei einer

Ausgeschlossenen Person verbleibt oder ob ein solcher Eintrag das wirtschaftliche Eigentum einer Ausgeschlossenen Person an solchen Aktien zur Folge hätte;

und

C. die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Ausgeschlossene Person auf den Generalversammlungen verweigern;

und

D. einen Aktionär anweisen, seine Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft diesen Verkauf innerhalb von dreißig (30) Tagen nach der Mitteilung nachzuweisen, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Ausgeschlossene Person allein oder gemeinsam mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien ist. Sofern der Aktionär dieser Anweisung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft von einem solchen Aktionär alle von diesem Aktionär gehaltenen Aktien nach dem nachfolgend beschriebenen Verfahren zwangsweise zurückkaufen oder diesen Rückkauf veranlassen:

(1) Die Gesellschaft übermittelt eine zweite Mitteilung ("Kaufmitteilung") an den Aktionär bzw. den Eigentümer der zurückzukaufenden Aktien, entsprechend der Eintragung im Register der Aktionäre; diese Mitteilung bezeichnet die zurückzukaufenden Aktien, das Verfahren, nach welchem der Rückkaufpreis berechnet wird und den Namen des Erwerbers.

Eine solche Mitteilung wird an den Aktionär per Einschreiben an dessen letztbekannte oder in den Büchern der Gesellschaft vermerkte Adresse versandt. Der vorerwähnte Aktionär ist hierbei verpflichtet, der Gesellschaft das Aktienzertifikat bzw. die Aktienzertifikate, welche die Aktien entsprechend der Angabe in der Kaufmitteilung vertreten, auszuliefern.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufmitteilung bezeichneten Datum endet das Eigentum des Aktionärs an den in der Kaufmitteilung bezeichneten Aktien, und im Falle von Namensaktien wird der Name des Aktionärs aus dem Register der Aktionäre gestrichen, im Falle von Inhaberaktien werden das Zertifikat bzw. die Zertifikate, welche die Aktien verkörpern, entwertet.

(2) Der Preis, zu welchem jede derartige Aktie erworben wird ("Kaufpreis"), entspricht einem Betrag auf Grundlage des Anteilwertes pro Aktie der entsprechenden Aktienklasse an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages, wie dieser vom Verwaltungsrat für die Rücknahme von Aktien an der Gesellschaft zuletzt vor dem Datum der Kaufmitteilung oder unmittelbar nach der Einreichung der (des) Aktienzertifikate(s) über die in dieser Kaufmitteilung aufgeführten Aktien ermittelt wurde, je nachdem, welcher Wert der niedrigere Wert ist, wobei die Ermittlung im Einklang mit den Bestimmungen gemäß Artikel 8 erfolgt, unter Abzug der in der Kaufmitteilung vorgesehenen Bearbeitungsgebühr.

(3) Der Kaufpreis wird dem früheren Eigentümer dieser Aktien in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises von Aktien der entsprechenden Aktienklasse vorgesehenen Währung zur Verfügung gestellt und von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (entsprechend den Angaben in der Kaufmitteilung) nach endgültiger Bestimmung des Kaufpreises bei Übergabe des bzw. der Aktienzertifikate(s) entsprechend der Bezeichnung in der Kaufmitteilung und zugehöriger nicht fälliger Ertragscheine hinterlegt. Nach Übermittlung der Kaufmitteilung und entsprechend dem vorerwähnten Verfahren steht dem früheren Eigentümer kein Anspruch mehr im Zusammenhang mit diesen Aktien oder einzelnen Aktien hieraus zu, und der frühere Eigentümer hat auch keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder das Gesellschaftsvermögen im Zusammenhang mit diesen Aktien, mit Ausnahme des Rechts, den Kaufpreis zinslos nach tatsächlicher Übergabe des bzw. der Anteilzertifikate(s), wie vorerwähnt, von dieser Bank zu erhalten. Alle Erträge aus Rücknahmen, welche einem Aktionär nach den Bestimmungen dieses Absatzes zustehen, können nicht mehr eingefordert werden und verfallen zu Gunsten der jeweiligen Aktienklasse(n), sofern sie nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren nach dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum abgefordert wurden. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, zu gegebener Zeit sämtliche notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Rückführung solcher Beträge umzusetzen und entsprechende Maßnahmen mit Wirkung für die Gesellschaft zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der Befugnisse durch die Gesellschaft nach diesem Artikel kann in keiner Weise in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, weil das Eigentum an Aktien unzureichend nachgewiesen worden sei oder weil das tatsächliche Eigentum an Aktien nicht den Annahmen der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufmitteilung entsprochen habe, vorausgesetzt, dass die vorgenannten Befugnisse durch die Gesellschaft nach Treu und Glauben ausgeübt wurden.

"Ausgeschlossene Person" nach der hier verstandenen Definition erfasst nicht solche Personen, welche im Zusammenhang mit der Errichtung der Gesellschaft Aktien zeichnen für die Dauer ihres Aktienbesitzes und auch nicht Wertpapierhändler, welche im Zusammenhang mit dem Vertrieb Aktien an der Gesellschaft zeichnen.

**Art. 11. Berechnung des Anteilwertes.** Der Anteilwert pro Aktie jeder Aktienklasse wird in der Fondswährung (entsprechend der Bestimmung in den Verkaufsunterlagen) berechnet und in der Regel in der Währung der einzelnen Aktienklassen, ausgedrückt. Er wird an jedem Bewertungstag, beziehungsweise zu jedem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages, durch Division der Netto-Vermögenswerte der Gesellschaft, das heißt der anteilig einer solchen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der anteilig dieser Aktienklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten an diesem Bewertungstag beziehungsweise zu diesem Bewertungszeitpunkt an dem Bewertungstag, durch die Zahl der im Umlauf befindlichen Aktien der entsprechenden Aktienklasse, gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln, berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste gängige Untereinheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes we-



sentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der jeweiligen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, erfolgten, kann die Gesellschaft, im Interesse der Aktionäre und der Gesellschaft, die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Aktienklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

- (1) Die im jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Zielfondsaktien.
- (2) Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (3) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte, Wertpapiere);
- (4) alle Aktien und andere, Aktien gleichwertige Wertpapiere; alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Gesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- (5) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- (6) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;
- (7) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Aktien an der Gesellschaft;
- (8) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

- (a) Die im jeweiligen Teilfonds enthaltenen offenen Zielfondsaktien werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.
- (b) Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.
- (c) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist;
- (d) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen Geregelten Markt (entsprechend der Definition in Artikel 18 dieser Satzung) gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.
- (e) Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen Geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (c) oder (d) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.
- (f) Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen von der Gesellschaft gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Nettovermögenswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet.
- (g) Der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse notiert oder auf einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden und eine Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten und mehr als 90 Tagen aufweisen, entspricht dem jeweiligen Nennwert zuzüglich hierauf aufgelaufener Zinsen. Geldmarktinstrumente mit einer Restlaufzeit von höchstens 90 Tagen werden auf der Grundlage der Amortisierungskosten, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird, ermittelt.
- (h) Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem vom Verwaltungsrat auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht in der Währung des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt ist, wird in diese Währung zu den zuletzt bei einer Großbank verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem vom Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemessenen Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

#### II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

- (1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;
- (2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);
- (3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);
- (4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Gesellschaft);
- (5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag oder -zeitpunkt entsprechend der Bestimmung durch die Gesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft für angemessen hält;
- (6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Zentralverwaltungs- und Domizilierungsstelle, Register- und Transferstelle, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahl- oder Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratssitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Aktionäre, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post und Telekommunikation. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

#### III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

Innerhalb eines Teilfonds können eine oder mehrere Aktienklassen eingerichtet werden:

- a) Sofern mehrere Aktienklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Aktienklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Aktionäre oder sonstiger Gebühren und/oder (v) unterschiedlichen Währungen oder Währungseinheiten, auf welche die jeweilige Aktienklasse lauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Fondswährung des jeweiligen Teilfonds gerechnet werden, und/oder (vi) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Aktienklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Fondswährung des jeweiligen Teilfonds abzusichern und/oder (vii) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;
- b) Die Erträge aus der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse werden in den Büchern der Gesellschaft der Aktienklasse beziehungsweise den Aktienklassen zugeordnet, welche an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, welche der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnen sind, erhöhen;
- c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, welche einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;
- d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Aktienklasse beziehungsweise denselben Aktienklassen zugeordnet, wie

der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Aktienklasse(n) in Anrechnung gebracht;

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Aktienklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Aktienklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten oder als separater Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Aktienklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Aktien erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird sowie schließlich (iii) die Verbindlichkeiten zwischen den Aktienklassen anteilig im Verhältnis zu ihrer jeweiligen Berechtigung an dem Konto oder Pool aufgeteilt werden;

f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre einer Aktienklasse wird der Nettovermögenswert dieser Aktienklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Aktionäre bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden

Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Aktien der Gesellschaft gemäß Artikel 8 dieser Satzung werden als bestehende Aktien behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2. Auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Aktien behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zu Gunsten der Gesellschaft;

3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

4. sofern an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag beziehungsweise zu dem entsprechenden Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

**Art. 12. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Anteilwertberechnung, der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtausches von Aktien.** Im Hinblick auf jede Aktienklasse werden der Anteilwert sowie der Preis für die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Aktien von der Gesellschaft oder einer hierzu von der Gesellschaft beauftragten Stelle regelmäßig, mindestens jedoch zweimal pro Monat in einem, vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Rhythmus berechnet, wobei der Tag, zu welchem diese Berechnung vorgenommen wird, als "Bewertungstag" bezeichnet wird; sofern der Anteilwert während ein- und desselben Bewertungstages mehrfach ermittelt wird, gilt jeder dieser Ermittlungszeitpunkte als "Bewertungszeitpunkt" an dem jeweiligen Bewertungstag.

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Anteilwertes einer bestimmten Aktienklasse sowie die Ausgabe und Rücknahme von Aktien oder den Umtausch zwischen verschiedenen Aktienklassen einstellen:

- (a) während einer Zeit, während der ein Hauptmarkt oder ein sonstiger Markt, an welchem ein wesentlicher Teil der Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche dieser Aktienklasse zuzuordnen sind, notiert oder gehandelt wird, an anderen Tagen als an gewöhnlichen Feiertagen geschlossen ist oder wenn der Handel in solchen Vermögenswerten eingeschränkt oder ausgesetzt ist, vorausgesetzt, dass solche Einschränkungen oder Aussetzungen die Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft, welche dieser Aktienklasse zuzuteilen sind, beeinträchtigt;

(b) in Notfällen, wenn nach Einschätzung des Verwaltungsrates die Verfügung über Vermögenswerte oder die Bewertung von Vermögenswerten der Gesellschaft, welche dieser Aktienklasse zuzuordnen sind, nicht vorgenommen werden können;

(c) während eines Zusammenbruchs von Kommunikationswegen oder Rechnerkapazitäten, welche normalerweise im Zusammenhang mit der Bestimmung des Preises oder des Wertes von Vermögenswerten einer solchen Aktienklasse oder im Zusammenhang mit der Kurs- oder Wertbestimmung an einer Börse oder an einem sonstigen Markt im Zusammenhang mit den der Aktienklasse zuzuordnenden Vermögenswerten Verwendung finden;

(d) sofern aus anderen Gründen die Preise von Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche einer Aktienklasse zuzuordnen sind, nicht zeitnah und genau festgestellt werden können;

e) ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung einer Einladung zu einer außerordentlichen Generalversammlung zum Zwecke der Auflösung der Gesellschaft, eines Teilfonds oder von Aktienklassen oder zum Zwecke der Verschmelzung der Gesellschaft oder eines Teilfonds oder zum Zwecke der Unterrichtung der Aktionäre von einem Beschluss des Verwaltungsrates, einen Teilfonds aufzulösen, zu annullieren oder Teilfonds zu verschmelzen;

Jegliche Aussetzung in den vorgenannten Fällen wird von der Gesellschaft, sofern erforderlich, veröffentlicht und darüber hinaus den Aktionären mitgeteilt, welche einen Antrag auf Zeichnung, Rücknahme oder Umtausch von Aktien, für welche die Anteilwertberechnung ausgesetzt wird, gestellt haben.

Eine solche Aussetzung im Zusammenhang mit einer Aktienklasse wird keine Auswirkung auf die Berechnung des Anteilwertes, die Ausgabe, Rücknahme oder den Umtausch von Aktien einer anderen Aktienklasse haben.

Jeder Antrag für die Zeichnung, Rücknahme oder den Umtausch ist unwiderruflich, außer in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes.

**Art. 13. Verwaltungsrat.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionäre an der Gesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Frist von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären anlässlich der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes wird die freiwerdende Stelle durch Beschluss der verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates vorläufig besetzt; die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

**Art. 14. Verwaltungsratssitzung.** Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich einen Geschäftsführer und beigeordnete Geschäftsführer sowie sonstige Angestellte, welche die Gesellschaft für erforderlich hält, für die Ausführung der Geschäftsführung und Leitung der Gesellschaft ernennen. Diese Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat rückgängig gemacht werden. Die leitenden Angestellten müssen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates oder Aktionäre an der Gesellschaft sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch die Satzung haben die leitenden Angestellten die Rechte und Pflichten, welche ihnen vom Verwaltungsrat übertragen wurden.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch E-Mail, Telefax oder andere, ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine eigene Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch E-Mail, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer Telefonkonferenz oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratsitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratsitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratsitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratsitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch E-Mail, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

**Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 18 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

**Art. 16. Zeichnungsbefugnis.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

**Art. 17. Übertragung von Befugnissen.** Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Insbesondere kann die Gesellschaft eine Verwaltungsgesellschaft gemäß Kapitel 13 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 benennen.

Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde übertragen.

**Art. 18. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.** Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, (i) die Anlagepolitik für jeden Teilfonds, (ii) die Sicherungsstrategien für bestimmte Aktienklassen innerhalb eines Teilfonds und (iii) die Grundsätze, welche im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils innerhalb der vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagebeschränkungen und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen. Anlagen eines jeden Teilfonds können aus folgenden Vermögenswerten bestehen:

a) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem geregelten Markt im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG (ein "Geregelter Markt") notiert oder gehandelt werden;

b) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem anderen Markt, der anerkannt, geregelt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union gehandelt werden;

c) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einer Wertpapierbörse eines Drittstaates zur amtlichen Notierung zugelassen sind oder dort auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist; Als Drittstaat gilt jeder Staat Europas, der nicht Mitglied der Europäischen Union ist sowie jeder Staat Amerikas, Afrikas, Asiens oder Australiens und Ozeaniens;

d) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zum Handel auf einem geregelten Markt im Sinne der vorstehend in diesem Artikel 18 a) bis c) genannten Bestimmungen beantragt wird und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Ausgabe erlangt wird;

e) Aktien von nach der Richtlinie 85/611/EWG zugelassenen OGAW und/oder anderen OGA im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 erster und zweiter Gedankenstrich der Richtlinie 85/611/EWG mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, der Schweiz, der Vereinigten Staaten von Amerika, Kanada, Japan, Hong Kong oder Norwegen sofern

- das Schutzniveau der Aktionäre der anderen OGA dem Schutzniveau der Aktionäre eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Fondsvermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 85/611/EWG gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich eine Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

- der OGAW oder dieser andere OGA, dessen Aktien erworben werden sollen, nach seinen Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Aktien anderer OGAW oder anderer OGA anlegen darf;

f) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind und dieser Drittstaat zugleich OECD Land und GAFI Land ist;

g) abgeleiteten Finanzinstrumenten, d.h. insbesondere Optionen und Futures sowie Tauschgeschäfte ("Derivaten"), einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der unter den vorstehend in diesem Artikel 18 a), b) und c) bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und /oder abgeleiteten Finanzinstrumenten, die nicht an einer Börse gehandelt werden ("OTC-Derivaten"), sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne dieses Artikels 18 a) bis h), um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt;

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer behördlichen Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der luxemburgischen Aufsichtsbehörde zugelassen wurden und

- die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative des jeweiligen Teilfonds zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.

h) Geldmarktinstrumenten, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die nicht unter die vorstehend genannte Definition fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente selbst Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt sie werden

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaats, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, im Falle eines Bundesstaates, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlich-rechtlichen Charakters, der mindestens einem Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter den vorstehenden in diesem Artikel 18 a), b) und c) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

- von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer behördlichen Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde mindestens so streng sind, wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert, oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der luxemburgischen Aufsichtsbehörde zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des vorstehenden ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens zehn Millionen Euro (10.000.000 Euro), das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der vierten Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

Als Ziel für die Anlagepolitik eines jeden Teilfonds kann bestimmt werden, dass ein bestimmter, von der CSSF anerkannter, Aktien oder Schuldindex nachgebildet wird.

Der jeweilige Teilfonds kann nach dem Grundsatz der Risikostreuung, bis zu 100% seines Nettovermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder seinen Gebietskörperschaften oder von einem sonstigen Mitgliedstaat der OECD oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden, vorausgesetzt, dass (i) solche Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind und (ii) in Wertpapieren aus ein und derselben Emission nicht mehr als 30% des Nettovermögens des betreffenden Teilfonds angelegt werden.

Der Verwaltungsrat kann, im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft und in der Weise, wie in den Verkaufsunterlagen der Aktien der Gesellschaft beschrieben, beschließen, dass (i) alle oder ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf gesonderter Grundlage gemeinsam mit anderen Vermögenswerten anderer Anleger, einschließlich anderer Organismen für gemeinsame Anlagen und/oder ihrer Teilfonds verwaltet werden oder (ii) dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte zweier oder mehrerer Teilfonds auf gesonderter Grundlage oder im Pool gemeinsam verwaltet werden.

Anlagen eines jeglichen Teilfonds der Gesellschaft können unmittelbar oder mittelbar über hundertprozentig im Eigentum der Gesellschaft befindliche Tochtergesellschaften erfolgen, entsprechend der zu gegebener Zeit zu treffenden Entscheidung des Verwaltungsrates, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien der Gesellschaft beschrieben. Bezüge auf "Anlagen" und "Vermögenswerte" in dieser Satzung sollen dementsprechend entweder unmittelbar getätigte Anlagen oder unmittelbar für die Gesellschaft gehaltene Vermögenswerte oder solche Anlagen oder Vermö-

genswerte, welche mittelbar über die vorerwähnte Tochtergesellschaft für die Gesellschaft getätigt oder gehalten werden, bezeichnen.

**Art. 19. Interessenkonflikt.** Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

"Entgegengesetztes Interesse" entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfasst, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen bezeichnet werden.

**Art. 20. Entschädigung des Verwaltungsrates.** Die Gesellschaft wird jedes Mitglied des Verwaltungsrates oder jeden leitenden Angestellten ebenso wie dessen Erben, Vollstreckungsbevollmächtigte und Verwalter von angemessenen Auslagen freihalten, welche von ihm im Zusammenhang mit einer Klage, einer Rechtsverfolgungsmaßnahme oder einem Verfahren entstanden sind, an welchem er aufgrund seiner Stellung als Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft oder, auf seinen Antrag hin, auch einer anderen Gesellschaft, an welcher die Gesellschaft als Aktionäre beteiligt ist oder bei welcher die Gesellschaft Gläubiger ist und von der er keine Entschädigung erhält, beteiligt ist, außer in Fällen, in welchen er aufgrund solcher Klagen, Rechtsverfolgungsmaßnahmen oder Verfahren wegen grob fahrlässigem oder fehlerhaften Verhaltens endgültig verurteilt wird; im Falle eines Vergleiches erfolgt eine Entschädigung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten, welche von dem Vergleich abgedeckt werden und sofern die Gesellschaft von einem Rechtsberater bestätigt bekommt, dass die zu entschädigende Person keine Pflichtverletzung begann. Das vorstehende Recht auf Entschädigung schließt andere Ansprüche nicht aus.

**Art. 21. Vergütung des Verwaltungsrates.** Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

**Art. 22. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes vom 20. Dezember 2002.

**Art. 23. Generalversammlung.** Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre unabhängig von den Aktienklassen, welche von ihnen gehalten werden. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts an einem in der Einladung angegebenen Ort am dritten Freitag des Monats August um 15:00 Uhr (Luxemburger Zeit) abgehalten.

Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag in Luxemburg sein, so wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen in dem Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensaktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Sofern Inhaberaktien ausgegeben wurden, wird die Einladung zu der Versammlung zusätzlich entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Memorial "Recueil des Sociétés et Associations", in einer oder mehreren Luxemburger Zeitungen und in anderen Zeitungen entsprechend der Bestimmung des Verwaltungsrates veröffentlicht.

Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten) sowie Vorgänge, welche zu solchen Vorgängen gehören.

Jede Aktie berechtigt, unabhängig von der Aktienklasse zu einer Stimme im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 24. Generalversammlungen der Aktionäre in einem Teilfonds oder einer Aktienklasse.** Die Aktionäre der Aktienklassen im Zusammenhang mit einem Teilfonds können zu jeder Zeit Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Darüber hinaus, können die Aktionäre einer Aktienklasse, zu jeder Zeit Generalversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, welche diese Aktienklasse betreffen, abhalten.

Die relevanten Bestimmungen in Artikel 23 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar.

Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Aktionäre können persönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss aber ein Mitglied des Verwaltungsrates sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung eines Teilfonds oder einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 25. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds oder Aktienklassen.** Sofern aus irgendeinem Grund der Gesamtnettowert eines Teilfonds oder einer Aktienklasse innerhalb eines Teilfonds unter einen Wert gefallen ist oder diesen Wert nicht erreicht hat, wie er vom Verwaltungsrat als Mindestwert für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds oder dieser Aktienklasse festgesetzt wurde sowie im Falle einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder geldpolitischen Umfeld oder im Rahmen einer Rationalisierung kann der Verwaltungsrat beschließen, alle Aktien der entsprechenden Aktienklasse(n) zum Anteilwert (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und Realisierungskosten der Anlagen) des Bewertungstages oder -zeitpunktes, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurückzunehmen. Die Gesellschaft wird die Inhaber der entsprechenden Aktienklasse (n) vor dem Wirksamkeitszeitpunkt der Zwangsrücknahme entsprechend in Kenntnis setzen, wobei die Gründe und das Verfahren für die Rücknahme aufgeführt werden: die Inhaber von Namensaktien werden schriftlich informiert; die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberaktien durch Veröffentlichung in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen informieren. Vorbehaltlich einer anderweitigen Entscheidung im Interesse der Aktionäre oder zur Wahrung der Gleichbehandlung aller Aktionäre können die Aktionäre des betreffenden Teilfonds die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Aktien vor Wirksamwerden der Zwangsrücknahme weiterhin kostenfrei beantragen (allerdings unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und -kosten der Anlagen).

Unbeschadet der vorbeschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrates kann eine Generalversammlung der Aktionäre einer oder aller an einem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n) auf Vorschlag des Verwaltungsrates alle Aktien der betreffenden Aktienklasse(n) (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und -kosten der Anlagen) zum Anteilwert des Bewertungstages bzw. zum Anteilwert des Bewertungszeitpunktes an einem Bewertungstag, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurücknehmen und den Aktionären den Anteilwert ihrer Aktien ausbezahlen. Auf den Generalversammlungen der Aktionäre der betreffenden Teilfonds ist ein Anwesenheitsquorum nicht erforderlich und Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Nach Abschluss der Liquidation eines Teilfonds verbleiben die Liquidationserlöse für Aktien, die nicht eingereicht wurden für eine Frist von höchstens sechs Monaten ab dem Datum des Abschlusses des Liquidationsverfahrens bei der Depotbank; danach werden die übrigen Liquidationserlöse bei der Caisse de Consignations hinterlegt.

Alle zurückgenommenen Aktien werden entwertet.

Unter denselben Umständen wie im ersten Absatz geschildert kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen bestehenden Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderen, nach den Bestim-



mungen gemäß Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 organisierten Organismus für gemeinsame Anlagen oder einem anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen ("Neuer Teilfonds") zuzuteilen und die Aktien der betroffenen Aktienklasse(n) als Aktien einer anderen Aktienklasse (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, so erforderlich und der Auszahlung der Aktienbruchteile an die Aktionäre) neu zu bestimmen. Diese Entscheidung wird in derselben Weise wie im ersten Absatz beschrieben einen Monat vor ihrer Wirksamkeit veröffentlicht (und die Veröffentlichung wird Angaben zu dem Neuen Teilfonds enthalten), um den Aktionären während dieser Frist die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch ihrer Aktien zu ermöglichen.

Unbeschadet der vorstehend beschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrates kann, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, eine Generalversammlung der Aktionäre der an einem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n) die Einbringung der diesem Teilfonds zuzuordnenden Vermögenswerte und Verbindlichkeiten in einen anderen Teilfonds der Gesellschaft beschließen, wobei für einen solchen Beschluss kein Anwesenheitsquorum erforderlich ist und die Verschmelzung mit der einfachen Mehrheit der auf einer solchen Generalversammlung anwesenden oder vertretenen Stimmen beschlossen werden kann.

Die Einbringung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen wie vorstehend im fünften Absatz beschrieben kann, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre der an dem betroffenen Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n) erfolgen, wobei ein Anwesenheitsquorum von 50% der ausgegebenen Aktien und eine Mehrheit von 2/3 der anwesenden oder vertretenen Aktien erforderlich sind, außer wenn die Verschmelzung mit einem Luxemburger Organismus für gemeinsame Anlagen des vertragsrechtlichen Typs (fonds commun de placement) oder einem ausländischen Organismus für gemeinsame Anlagen erfolgen soll, in welchem Falle der Beschluss nur die Aktionäre bindet, welche für die Verschmelzung votiert haben.

**Art. 26. Rechnungsjahr.** Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Juli jeden Jahres und endet am 30. Juni des folgenden Jahres.

**Art. 27. Ausschüttungen.** Die Generalversammlung einer Aktienklasse im Zusammenhang mit einem Teilfonds wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus diesem Teilfonds zu verwenden ist, sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Aktienklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen auf die Inhaber von Namensaktien erfolgt an deren im Aktionärsregister vermerkte Adressen. Die Zahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Inhaberaktien erfolgt gegen Vorlage des Ertragsscheins bei den hierzu von der Gesellschaft bezeichneten Stellen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zu Gunsten der an dem jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n).

Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

**Art. 28. Depotbank.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor ("Depotbank") abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies im Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen vorgesehen ist.

Sofern die Depotbank sich aus ihrer Stellung zurückziehen möchte, wird der Verwaltungsrat sich nach Kräften bemühen, eine Nachfolgedepotbank innerhalb von zwei Monaten nach Wirksamwerden der Beendigung der Depotbankbestellung zu finden. Der Verwaltungsrat kann die Ernennung der Depotbank zurücknehmen, er kann jedoch die Depotbank nicht entlassen, solange keine Nachfolgedepotbank bestellt wurde.

**Art. 29. Auflösung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 31 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des weiteren der Generalversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Quorumfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Netto-Gesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

**Art. 30. Liquidation.** Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

**Art. 31. Änderungen der Satzung.** Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorum- und Mehrheitserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaft einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen unterliegt, geändert werden.

**Art. 32. Begriffsbestimmungen.** Maskuline Bezeichnungen dieser Satzung schließen die korrespondierende feminine Bezeichnung ein und Bezüge auf Personen oder Aktionäre erfassen auch juristische Personen, Personengemeinschaften oder sonstige organisierte Personenvereinigungen, unabhängig davon ob sie Rechtspersönlichkeit besitzen oder nicht.

**Art. 33. Anwendbares Recht.** Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

#### *Übergangsbestimmungen*

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am 30. Juni 2009.
- 2) Die erste jährliche Generalversammlung findet im Jahre 2009 statt.

#### *Übernahme und Einzahlung*

Nachdem die Satzung mit dieser Maßgabe festgestellt wurde, haben die Vorbezeichneten Parteien dreihundertzehn (310) Aktien der Gesellschaft wie folgt übernommen ("gezeichnet"):

Aktionär	Über- nomme- nes Kapi- tal	An- zahl der Akt- tien
FRANKFURT-TRUST Invest Luxemburg AG .....	31.000 €	310
Insgesamt .....	31.000 €	310

Die Gesamtheit dieser Aktien wurde eingezahlt, so dass der Gesamtbetrag von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) von nun an zum Beweis des unterzeichneten Notars der Gesellschaft frei zur Verfügung steht.

#### *Feststellung*

Der beurkundende Notar erklärt, dass die Bedingungen des Artikels 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften erfüllt sind und beurkundet ausdrücklich deren Erfüllung.

#### *Schätzung der Kosten*

Die Parteien haben die Kosten, Auslagen, Gebühren und Belastungen, welcher Art auch immer, welche von der Gesellschaft zu tragen sind oder ihr in Verbindung mit der Gründung belastet werden, auf EUR 7.000.- geschätzt.

#### *Erste ausserordentliche Generalversammlung*

Die vorbezeichneten Parteien, welche die Gesamtheit des übernommenen Grundkapitals vertreten und sich als ordnungsgemäß einberufen betrachten, haben unmittelbar eine außerordentliche Generalversammlung abgehalten und einstimmig die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-2220 Luxemburg, 534, rue de Neudorf
2. Die nachfolgenden Personen werden zu Mitgliedern des Verwaltungsrates für eine Dauer von einem Jahr bis zum Abhalten der nächsten jährlichen Generalversammlung im Jahre 2009 bestellt:
  - a. Klaus Kuder, beruflich ansässig in Mainzer Landstraße 178-190, D-60327 Frankfurt am Main, geboren am 15.02.1965 in Frankfurt am Main
  - b. Thomas Grünwald, beruflich ansässig in 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxemburg, geboren am 20.12.1966 in Frankfurt am Main
  - c. Monika Anell, beruflich ansässig in 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxemburg, geboren am 17.12.1963 in Trier
3. Die nachfolgende Person wird zum Wirtschaftsprüfer für eine Dauer von einem Jahr bis zum Abhalten der nächsten jährlichen Generalversammlung im Jahre 2009 bestellt:
 

KPMG Audit, société à responsabilité limitée, 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (R.C.S. Luxembourg B 103590).

Woraufhin die vorliegende Urkunde in Luxemburg erstellt wurde, errichtet am Datum wie zu Beginn des Dokumentes aufgeführt.

Nachdem die Urkunde den erschienenen Parteien, die dem Notar alle mit ihrem Nachnamen, Vornamen, nach Personenstand und Wohnsitz bekannt sind, verlesen wurde, haben die erschienenen Personen gemeinsam mit uns, dem Notar, die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: B. WEICKGENANT und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 décembre 2008. Relation: LAC/2008/50423. - Reçu mille deux cent cinquante euros (EUR 1.250,-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Luxemburg, den 19. Dezember 2008.

H. HELLINCKX.

Référence de publication: 2008159452/242/884.

(080189018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

### **Urquijo Premier Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 55.062.

In the year two thousand and eight, on the twenty-eighth day of November.

Before us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of URQUIJO PREMIER SICAV (the "Company"), a public limited company ("Société Anonyme" or "SA") with its registered office in Luxembourg, incorporated by a notarial deed dated 7 June 1996, which was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on 6 July 1996.

The meeting was opened at 11:00 a.m. under the chairmanship of Mr Jean-François Flamant, bank employee, residing in Loyers, Namur (Belgium),

who appointed as secretary Mrs Sylvie Dobson, bank employee, residing in Himeling (France).

The meeting elected as scrutineer Mrs. Catia Paciotti, bank employee, residing in Schifflange (Luxembourg).

After the constitution of the board of the meeting, the Chairman declared and requested the notary to record that:

I. The names of the shareholders present at the meeting or duly represented by proxy, the proxies of the represented shareholders as well as the number of shares held by each shareholder are set forth on an attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given shall be initialled "ne varietur" by the members of the board of the meeting and by the notary and shall be attached in the same way to this document.

II. The quorum required by law in respect of all items of the agenda is at least fifty per cent of the issued capital of the Company and the resolutions on such items must be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes cast at the meeting.

III. Pursuant to the attendance list of the Company, 1 (one) shareholder, holding 245 (two-hundred and forty-five) shares, that is to say more than fifty per cent (50 %) of the issued shares of the Company, is represented at the present meeting.

IV. The Company having issued only registered shares, the convening of shareholders of the Company to the present meeting was done solely by way of notices sent by registered mail on 22 October 2008.

V. Consequently, the present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

1. Approval of the merger (the "Merger") as set forth and defined in the Merger project (the "Merger Project").
2. Approval to fix 28 November 2008 or such other date determined at the Meeting upon suggestion of the chairman of the Meeting, as the effective date of the Merger (the "Merger Date").
3. To approve that on the Merger Date the assets and liabilities of the Company be allocated to Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope.
4. To approve that on the Merger Date the Company will be merged into Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope by a merger by absorption leaving Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope as absorbing entity as follows:

The net asset value (the "NAV") of Urquijo Premier SICAV is expressed in Euro. The NAV of Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope is also expressed in Euro. Therefore, a currency exchange rate does not need to be applied in order to calculate the net asset value of the newly issued shares of Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope. In relation to the Merger, all shareholders of Urquijo Premier SICAV will receive registered shares of Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope.

5. To approve that as a result of the Merger, the Company is dissolved without liquidation on the Merger Date and all its outstanding shares are exchanged by shares of Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope by default exchange;

6. To authorise the management company of the Company to undertake all necessary action and execute all necessary documents to validly accomplish the Merger on the Merger Date;

## 7. Miscellaneous.

After deliberation, the general meeting took the following resolutions:

### *First resolution*

After having got knowledge of the reports of the board of directors and of the independent expert, the Meeting resolves to approve the Merger as set forth and defined in the Merger Project, as published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 2577 of 22 October 2008, between Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope, a sub-fund of Sabadell BS Funds SICAV (absorbing company) and the Company (absorbed company).

The report of the independent expert and a copy of the report of the board of directors will remain annexed to the present deed. Will also remain annexed to the present deed a certificate stating that the documents provided for by Article 267 of the Law of 1915 have been deposited at the registered office one month before the meeting.

### *Second resolution*

The Meeting resolves to fix 28 November 2008, as the Merger Date.

### *Third resolution*

The Meeting resolves to approve that on the Merger Date, the assets and liabilities of the Company be merged to Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope.

### *Fourth resolution*

The Meeting resolves to approve that on the Merger Date the Company will be merged in Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope as follows:

The NAV of Urquijo Premier SICAV is expressed in Euro. The NAV of Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope is also expressed in Euro.

Therefore, a currency exchange rate does not need to be applied in order to calculate the net asset value of the newly issued shares of Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope.

In relation to the Merger, all shareholders of Urquijo Premier SICAV will receive registered shares of Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope.

### *Fifth resolution*

The Meeting resolves to state that, as a result of the Merger, the Company be dissolved without liquidation on the Merger Date and all its outstanding shares be exchanged into shares of Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope by default.

The books and documents of the Company will be lodged during a period of five years at the registered office of Sabadell BS Funds SICAV.

### *Sixth resolution*

The Meeting resolves to authorise the management company of the Company to undertake all necessary action and execute all necessary documents to validly accomplish the Merger on the Merger Date.

All the resolutions have been taken separately and by unanimous vote.

The undersigned notary declares having verified the compliance with the conditions enumerated in articles 257 and following of the Law of 1915.

There being no further business before the meeting, the same was there upon closed.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the person appearing, this deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the persons appearing, in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surname, name, civil status and residence, the said persons signed together with the notary the present deed.

### **Follows the French translation:**

L'an deux mille huit, le vingt-huit novembre

Par devant Nous Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de URQUIJO PREMIER SICAV (la "Société"), une Société Anonyme, ayant son siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 7 juin 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial"), le 6 juillet 1996.

L'assemblée est ouverte à 11:00 heures sous la présidence de M. Jean-François Flamant, employé de banque, demeurant à Loyers, Namur (Belgique),

qui nomme comme secrétaire Mme Sylvie Dobson, employée de banque, demeurant à Himeling (France),

L'assemblée élit comme scrutateur Mme Catia Paciotti, employée de banque, demeurant à Schifflange (Luxembourg).

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant de prendre acte que:

I. Les noms des actionnaires présents à l'assemblée ou dûment représentés en vertu de procuration, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par chaque actionnaire sont indiqués sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire. Cette liste restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Resteront pareillement annexées au présent acte, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

II. Le quorum requis par la loi en ce qui concerne tous les points portés à l'ordre du jour est d'au moins cinquante pour cent du capital souscrit de la Société et les résolutions sur ces points doivent être prises par un vote affirmatif d'au moins deux-tiers des votes exprimés à l'assemblée.

III. Il appert de la liste de présence qu'un actionnaire détenant 245 (deux-cent quarante cinq) actions, c'est-à-dire plus de cinquante pour cent (50 %) des actions émises de la Société, est représenté à la présente Assemblée.

IV. La Société n'ayant émis que des actions nominatives, la convocation des actionnaires de la Société à la présente assemblée a été faite uniquement par avis envoyés par courrier recommandé le 22 octobre 2008.

V. La présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points suivants portés à l'ordre du jour:

1. Approbation de la fusion (la "Fusion") énoncée et définie dans le projet de Fusion (le "Projet de Fusion").
2. Fixer au 28 Novembre 2008, ou toute autre date déterminée lors de l'Assemblée sur suggestion du Président de l'Assemblée, la date effective de la Fusion (la "Date de Fusion").
3. Approuver qu'à la Date de Fusion les avoirs et le passif de la Société soient affectés à Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope.
4. Approuver qu'à la Date de Fusion, la Société sera fusionnée et absorbée par Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope comme décrit ci-dessous :

La valeur nette d'inventaire ("VNI") de la Société est exprimée en EUR. La VNI de Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope est également exprimée en EUR. En conséquence, un taux de change ne doit pas être appliqué afin de calculer la VNI des nouvelles actions émises par Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope. Concernant la Fusion, tous les actionnaires de la Société recevront des actions nominatives de Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope.

5. Approuver qu'en conséquence de la Fusion, la Société sera dissoute sans liquidation à la Date de Fusion et que toutes ses actions en circulation seront échangées par défaut contre des actions de la classe de Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope.

6. Autoriser la société de gestion de la Société à entreprendre toutes les actions et signer tous les documents nécessaires pour réaliser valablement la Fusion à la Date de Fusion.

7. Divers.

Après délibération, l'assemblée générale prend les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport de l'expert indépendant, l'Assemblée décide d'approuver la Fusion proposée telle que décrite et définie dans le Projet de Fusion, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 2755 du 22 octobre 2008, entre le compartiment Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope de la société Sabadell BS Funds SICAV (société absorbante) et la Société (société absorbée).

Le rapport de l'expert indépendant et une copie du rapport du Conseil d'Administration resteront annexés au présent acte. Restera pareillement annexée au présent acte une attestation certifiant le dépôt au siège social de la Société des documents mentionnés à l'article 267 de la loi de 1915 un mois préalablement à cette assemblée.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de fixer au 28 Novembre 2008 la Date de Fusion.

*Troisième résolution*

L'Assemblée décide d'approuver qu'à la Date de Fusion les avoirs et le passif de la Société soient fusionnés à Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope.

*Quatrième résolution*

L'Assemblée décide d'approuver qu'à la Date de Fusion, la Société sera fusionnée dans Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope comme suit:

La valeur nette d'inventaire de Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope est exprimée comme suit:

La VNI de la Société est exprimée en EUR. La VNI de Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope est également exprimée en EUR.

En conséquence, un taux de change ne doit pas être appliqué afin de calculer la VNI des nouvelles actions émises par Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope.

Concernant la Fusion, tous les actionnaires de la Société recevront des actions nominatives de Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope.

*Cinquième résolution*

L'Assemblée décide de déclarer qu'en conséquence de la Fusion, la Société sera dissoute sans liquidation à la Date de Fusion et toutes ses actions en circulation seront échangées contre des actions de Sabadell BS Funds SICAV-Noveurope.

Les livres et documents de la Société resteront déposés pendant la durée de cinq ans au siège social de la société Sabadell BS Funds SICAV.

*Sixième résolution*

L'Assemblée décide d'autoriser la société de gestion de la Société à entreprendre toutes les actions et signer tous les documents nécessaires pour réaliser valablement la Fusion à la Date de Fusion.

Toutes les résolutions qui précèdent ont été prises séparément et par vote unanime.

Le notaire soussigné atteste avoir vérifié la conformité de cet acte avec les conditions énumérées à l'article 257 et suivants de la loi de 1915.

Aucun point n'étant plus soumis à l'assemblée, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande des comparants, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J.-F. FLAMANT, S. DOBSON, C. PACIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 décembre 2008. Relation: LAC/2008/48678. - Reçu douze euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Luxembourg, le 11 décembre 2008.

H. HELLINCKX.

Référence de publication: 2008156602/242/180.

(080187646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

**L Multi Select, Société d'Investissement à Capital Variable,  
(anc. Louvre Multi Select).**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 83.343.

In the year two thousand eight, on the twenty-eighth of November.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of LOUVRE MULTI SELECT, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 83.343, incorporated pursuant to a deed of Maître Frank Baden, notary residing in Luxembourg, on August 16, 2001, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 776 of September 18, 2001. The articles of incorporation have been amended for the last time on December 28, 2005 by a notarial deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing then in Mersch (Grand Duchy of Luxembourg), and were published in the Mémorial, number 1041 of May 29, 2006.

The meeting was opened at 2.30 p.m. under the chairmanship of Mr Henning Schwabe, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

who appointed as secretary Mrs Marie-Laure Martinet, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Ms Nathalie Berck, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

After the constitution of the board of the meeting, the Chairman declared and requested the notary to record that:

I. The present meeting has been called pursuant to a second convening notice, the extraordinary general meeting held before the undersigned notary on 10 November 2008 having not reached the quorum required by Article 67-1 (2) of the Luxembourg law on commercial companies, as amended, and thus could not validly deliberate on the items of its agenda.

II. The names of the shareholders present at the meeting or duly represented by proxy, the proxies of the shareholders represented, as well as the number of shares held by each shareholder, are set forth on the attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented, the members of the board of the meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given shall be initialled "ne varietur" by the members of the board of the meeting and by the notary and shall be attached in the same way to this document.

III. That no quorum is required by article 67-1 (2) of the Luxembourg law on commercial companies, as amended, in respect of the items of the agenda and the resolution on each item of the agenda, has to be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes validly casts at the meeting.

IV.- That out of 3,578,351 shares in circulation, 21,008.95 shares are represented at the present meeting.

V. All the shares being registered shares, convening notices have been sent by registered mail to each registered shareholder on 13 November 2008.

VI. The agenda of the present meeting is the following:

#### *Agenda*

1. Amendment of the denomination of the Company from Louvre Multi Select to L Multi Select and subsequent amendment of article 1 "Name" of the articles of incorporation of the Company (the "Articles"), which will read as follows:

" **Art. 1. Name.** There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of L Multi Select (hereinafter the "Company")."

2. Amendment of the second paragraph of article 13 "Directors" of the Articles, which will read as follows:

"Directors shall be elected by the simple majority of the votes validly cast."

3. Amendment of the sixth paragraph of article 14 "Board Meetings" of the Articles, which will read as follows:

"Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or video-conference or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting."

4. Amendment of the second paragraph of article 17 "Delegation" of the Articles, which will read as follows:

"The Company shall designate a management company in accordance with Chapter 13 of the 2002 Law, in which case the Company shall enter into a management company services agreement under the terms of which the management company will be designated to serve as the designated management company of the Company in order to provide investment management services, administrative services and marketing services to the Company."

5. Deletion of the third and fourth paragraphs of article 17 "Delegation" of the Articles.

6. Amendment of the third paragraph of article 22 "General Meetings of Shareholders of the Company" of the Articles, which will read as follows:

"It may also be called upon the request of shareholders holding at least one tenth of the share capital."

7. Addition of a new paragraph after paragraph thirteen of article 22 "General Meetings of Shareholders of the Company" of the Articles, which will read as follows:

"Voting forms which show neither a vote in favor, nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void."

8. Amendment of the last paragraph of article 22 "General Meetings of Shareholders of the Company" of the Articles, which will read as follows:

"Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the votes validly cast."

9. Amendment of the fifth paragraph of article 23 "General Meetings of Shareholders of a Class or of Classes of Shares" of the Articles, which will read as follows:

"Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority of the votes validly cast."

10. Amendment of the second sentence of the second paragraph of article 24 "Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares" of the Articles, which will read as follows:

"There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the votes validly cast."

11. Amendment of the sixth paragraph of article 24 "Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares" of the Articles, which will read as follows:

"Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of the votes validly cast."

12. Amendment of the seventh paragraph of article 24 "Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares" of the Articles, which will read as follows:

"Furthermore, in other circumstances than those describes in the first paragraph of this Article, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the fifth paragraph of this Article or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned taken with a 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the votes validly cast, except when such

an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favor of such an amalgamation."

### 13. Miscellaneous.

After deliberation, the general meeting took the following resolutions:

#### *First resolution*

The meeting decides to amend the denomination of the Company from Louvre Multi Select to L Multi Select and to amend subsequently article 1 "Name" of the articles of incorporation of the Company, which will read as follows:

" **Art. 1. Name.** There exists among the existing shareholders and those who may become owners of the shares in the future, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of L Multi Select (hereinafter the "Company")."

#### *Second resolution*

The meeting decides to amend the second paragraph of article 13 "Directors" of the Articles, which will read as follows: "Directors shall be elected by the simple majority of the votes validly cast."

#### *Third resolution*

The meeting decides to amend the sixth paragraph of article 14 "Board Meetings" of the Articles, which will read as follows:

"Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or video-conference or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting."

#### *Fourth resolution*

The meeting decides to amend the second paragraph of article 17 "Delegation" of the Articles, which will read as follows:

"The Company shall designate a management company in accordance with Chapter 13 of the 2002 Law, in which case the Company shall enter into a management company services agreement under the terms of which the management company will be designated to serve as the designated management company of the Company in order to provide investment management services, administrative services and marketing services to the Company."

#### *Fifth resolution*

The meeting decides to delete the third and fourth paragraphs of article 17 "Delegation" of the Articles.

#### *Sixth resolution*

The meeting decides to amend the third paragraph of article 22 "General Meetings of Shareholders of the Company" of the Articles, which will read as follows:

"It may also be called upon the request of shareholders holding at least one tenth of the share capital."

#### *Seventh resolution*

The meeting decides to add a new paragraph after paragraph thirteen of article 22 "General Meetings of Shareholders of the Company" of the Articles, which will read as follows:

"Voting forms which show neither a vote in favor, nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void."

#### *Eighth resolution*

The meeting decides to amend the last paragraph of article 22 "General Meetings of Shareholders of the Company" of the Articles, which will read as follows:

"Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the votes validly cast."

#### *Ninth resolution*

The meeting decides to amend the fifth paragraph of article 23 "General Meetings of Shareholders of a Class or of Classes of Shares" of the Articles, which will read as follows:

"Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority of the votes validly cast."

#### *Tenth resolution*

The meeting decides to amend the second sentence of the second paragraph of article 24 "Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares" of the Articles, which will read as follows:

"There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the votes validly cast."



*Eleventh resolution*

The meeting decides to amend the sixth paragraph of article 24 "Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares" of the Articles, which will read as follows:

"Notwithstanding the powers conferred to the board of directors by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of the votes validly cast."

*Twelfth resolution*

The meeting decides to amend the seventh paragraph of article 24 "Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares" of the Articles, which will read as follows:

"Furthermore, in other circumstances than those describes in the first paragraph of this Article, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the fifth paragraph of this Article or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the class or classes of shares issued in the Sub-Fund concerned taken with a 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the votes validly cast, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favor of such an amalgamation."

The resolutions have been taken by 19,778.37 votes, one shareholder holding 1,230.58 shares having abstained.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

**Follows the French translation**

L'an deux mille huit, le vingt-huit novembre.

Par-devant Maître Henri Henllickx, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de LOUVRE MULTI SELECT, une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 6, route de Trèves, L2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 83.343, constituée suivant acte reçu de Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 août 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial"), en date du 18 septembre 2001, numéro 776. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 28 décembre 2005 par acte notarié de Maître Henri Hellinckx, alors notaire de résidence à Mersch (Grand-Duché de Luxembourg), et ont été publiés au Mémorial numéro 1041 du 29 mai 2006.

L'assemblée est ouverte à 14 heures 30 sous la présidence de M. Henning Schwabe, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg,

qui nomme comme secrétaire Mme Marie-Laure Martinet, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Mlle Nathalie Berck, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant de prendre acte:

I. Que la présente assemblée se réunit sur deuxième convocation, l'assemblée générale extraordinaire tenue en présence du notaire soussigné le 10 novembre 2008 n'ayant pas pu statuer valablement sur les points portés à son ordre du jour, le quorum imposé par l'article 67-1 (2) de la loi sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, n'ayant pas été atteint.

II. Que les noms des actionnaires présents ou représentés, des mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Qu'aucun quorum n'est requis par l'Article 67-1 (2) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales telle que modifiée et que la résolution sur chaque point porté à l'ordre du jour doit être prise par le vote affirmatif d'au moins deux-tiers des voix valablement exprimées à l'assemblée.

IV.- Que sur les 3.578.351 actions en circulation, 21.008,95 actions sont représentées à la présente Assemblée.

V. Que toutes les actions étant nominatives, des convocations ont été envoyées par lettre recommandée à chaque actionnaire nominatif en date du 13 novembre 2008.

VI. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1. Modification de la dénomination de la Société de Louvre Multi Select en L Multi Select et modification subséquente de l'article 1 "Dénomination" des statuts de la Société (les "Statuts"), lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il existe entre les fondateurs et tous ceux qui deviendront propriétaires d'actions à l'avenir, une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de L Multi-Select (ci-après la "Société")."

2. Modification du deuxième paragraphe de l'article 13 "Administrateurs" des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

"Les administrateurs seront élus à la majorité simple des voix valablement exprimées."

3. Modification du sixième paragraphe de l'article 14 "Réunion du Conseil d'Administration" des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

" Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, vidéo-conférence ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion."

4. Modification du deuxième paragraphe de l'article 17 "Délégation de Pouvoirs" des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

"La Société désignera une société de gestion conformément au Chapitre 13 de la Loi de 2002 et, dans ce cas, la Société conclura un contrat de prestation de services. Conformément aux termes de ce contrat de prestation de services, la société de gestion sera désignée pour agir en qualité de société de gestion désignée de la Société afin de fournir des services de gestion de portefeuille, des services administratifs et des services de commercialisation à la Société."

5. Suppression des troisième et quatrième paragraphes de l'article 17 "Délégation de Pouvoirs" des Statuts.

6. Modification du troisième paragraphe de l'article 22 "Assemblées Générales des Actionnaires de la Société" des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

"Elle peut également être convoquée sur demande d'actionnaires représentant un dixième du capital social."

7. Ajout d'un nouveau paragraphe à la suite du treizième paragraphe de l'article 22 "Assemblées Générales des Actionnaires de la Société" des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

"Les formulaires de procuration qui n'expriment ni un vote en faveur, ni un vote contre une résolution proposée, ni une abstention, sont nuls."

8. Modification du dernier paragraphe de l'article 22 "Assemblées Générales des Actionnaires de la Société" des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

"Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées."

9. Modification du cinquième paragraphe de l'article 23 "Assemblées Générales des Actionnaires d'une ou plusieurs catégories d'Actions", lequel aura la teneur suivante:

"Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires d'un Compartiment ou d'une classe d'actions sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées."

10. Modification de la seconde phrase du deuxième paragraphe de l'article 24 "Fermeture et Fusion de Compartiments ou de catégories d'Actions", lequel aura la teneur suivante:

"Aucun quorum ne sera requis lors de telles assemblées générales des actionnaires et les résolutions pourront être prises à la majorité simple des voix valablement exprimées."

11. Modification du sixième paragraphe de l'article 24 "Fermeture et Fusion de Compartiments ou de catégories d'Actions", lequel aura la teneur suivante:

"Nonobstant les pouvoirs conférés au conseil d'administration par le paragraphe précédent, l'assemblée générale des actionnaires de la ou des catégorie(s) d'actions émise(s) au titre d'un Compartiment pourra décider d'apporter les avoirs et engagements attribuables au Compartiment concerné à un autre Compartiment au sein de la Société. Aucun quorum ne sera requis lors d'une telle assemblée générale et les résolutions pourront être prises à la majorité simple des voix valablement exprimées."

12. Modification du septième paragraphe de l'article 24 "Fermeture et Fusion de Compartiments ou de catégories d'Actions", lequel aura la teneur suivante:

"De plus, dans d'autres circonstances que celles décrites au premier paragraphe du présent Article, l'apport des avoirs et engagements attribuables à un Compartiment à un autre organisme de placement collectif visé au cinquième paragraphe du présent Article ou à un autre compartiment au sein de cet autre organisme de placement collectif devra être approuvé

par une décision des actionnaires de la ou des catégorie(s) d'actions émise(s) au titre du Compartiment concerné prise à la majorité des deux tiers des voix valablement exprimées à ladite assemblée, qui devra réunir au moins 50% des actions émises ou en circulation. Au cas où cette fusion aurait lieu avec un organisme de placement collectif de droit luxembourgeois de type contractuel (fonds commun de placement) ou avec un organisme de placement collectif de droit étranger, les résolutions prises par l'assemblée ne lieront que les actionnaires qui ont voté en faveur de la fusion."

### 13. Divers.

Après délibération l'assemblée prend les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la Société de Louvre Multi Select en L Multi Select et de modifier subséquemment l'article 1 "Dénomination" des statuts de la Société (les "Statuts"), lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il existe entre les fondateurs et tous ceux qui deviendront propriétaires d'actions à l'avenir, une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de L Multi-Select (ci-après la "Société").".

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée décide de modifier le deuxième paragraphe de l'article 13 " Administrateurs " des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

"Les administrateurs seront élus à la majorité simple des voix valablement exprimées.".

#### *Troisième résolution*

L'assemblée décide de modifier le sixième paragraphe de l'article 14 "Réunion du Conseil d'Administration" des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

"Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, vidéoconférence ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.".

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée décide de modifier le deuxième paragraphe de l'article 17 "Délégation de Pouvoirs" des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

"La Société désignera une société de gestion conformément au Chapitre 13 de la Loi de 2002 et, dans ce cas, la Société conclura un contrat de prestation de services. Conformément aux termes de ce contrat de prestation de services, la société de gestion sera désignée pour agir en qualité de société de gestion désignée de la Société afin de fournir des services de gestion de portefeuille, des services administratifs et des services de commercialisation à la Société.".

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée décide de supprimer les troisième et quatrième paragraphes de l'article 17 "Délégation de Pouvoirs" des Statuts.

#### *Sixième résolution*

L'assemblée décide de modifier le troisième paragraphe de l'article 22 "Assemblées Générales des Actionnaires de la Société" des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

"Elle peut être également convoquée sur demande d'actionnaires représentant un dixième du capital social.".

#### *Septième résolution*

L'assemblée décide d'ajouter, à la suite du treizième paragraphe de l'article 22 "Assemblées Générales des Actionnaires de la Société" des Statuts, un nouveau paragraphe, lequel aura la teneur suivante:

"Les formulaires de procuration qui n'expriment ni un vote en faveur, ni un vote contre une résolution proposée, ni une abstention, sont nuls.".

#### *Huitième résolution*

L'assemblée décide de modifier le dernier paragraphe de l'article 22 "Assemblées Générales des Actionnaires de la Société" des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

"Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées.".

#### *Neuvième résolution*

L'assemblée décide de modifier le cinquième paragraphe de l'article 23 "Assemblées Générales des Actionnaires d'une ou plusieurs catégories d'Actions", lequel aura la teneur suivante:

"Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires d'un Compartiment ou d'une classe d'actions sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées.".

*Dixième résolution*

L'assemblée décide de modifier la seconde phrase du deuxième paragraphe de l'article 24 "Fermeture et Fusion de Compartiments ou de catégories d'Actions", lequel aura la teneur suivante:

"Aucun quorum ne sera requis lors de telles assemblées générales des actionnaires et les résolutions pourront être prises à la majorité simple des voix valablement exprimées."

*Onzième résolution*

L'assemblée décide de modifier le sixième paragraphe de l'article 24 "Fermeture et Fusion de Compartiments ou de catégories d'Actions", lequel aura la teneur suivante:

"Nonobstant les pouvoirs conférés au conseil d'administration par le paragraphe précédent, l'assemblée générale des actionnaires de la ou des catégorie(s) d'actions émise(s) au titre d'un Compartiment pourra décider d'apporter les avoirs et engagements attribuables au Compartiment concerné à un autre Compartiment au sein de la Société. Aucun quorum ne sera requis lors d'une telle assemblée générale et les résolutions pourront être prises à la majorité simple des voix valablement exprimées."

*Douzième résolution*

L'assemblée décide de modifier le septième paragraphe de l'article 24 "Fermeture et Fusion de Compartiments ou de catégories d'Actions", lequel aura la teneur suivante:

"De plus, dans d'autres circonstances que celles décrites au premier paragraphe du présent Article, l'apport des avoirs et engagements attribuables à un Compartiment à un autre organisme de placement collectif visé au cinquième paragraphe du présent Article ou à un autre compartiment au sein de cet autre organisme de placement collectif devra être approuvé par une décision des actionnaires de la ou des catégorie(s) d'actions émise(s) au titre du Compartiment concerné prise à la majorité des deux tiers des voix valablement exprimées à ladite assemblée, qui devra réunir au moins 50% des actions émises ou en circulation. Au cas où cette fusion aurait lieu avec un organisme de placement collectif de droit luxembourgeois de type contractuel (fonds commun de placement) ou avec un organisme de placement collectif de droit étranger, les résolutions prises par l'assemblée ne lieront que les actionnaires qui ont voté en faveur de la fusion."

Les résolutions qui précèdent ont été prises par 19.778,37 voix, un actionnaire détenant 1.230,58 actions s'étant abstenu.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentant qui parle et comprend la langue anglaise, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

L'acte ayant été lu aux personnes comparantes, toutes connues du notaire par leur nom, prénom, état civil et résidence, ces mêmes personnes ont signé avec nous, notaire, le présent acte, aucun actionnaire n'ayant souhaité signer.

Signé: H. SCHWABE, M.-L. MARTINET, N. BERCK et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1<sup>er</sup> décembre 2008. Relation: LAC/2008/48179. - Reçu douze euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Luxembourg, le 11 décembre 2008.

H. HELLINCKX.

Référence de publication: 2008155416/242/348.

(080185812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

**BBG Aurum & Co. S.E.N.C., Société en nom collectif.**

**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 143.510.

—  
STATUTEN

Im Jahre zweitausendundacht am 11. Dezember sind im Büro der ColInvest Beteiligungsmanagement Luxembourg S.à.r.l. 140, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg

erschienen:

1) Die ColInvest Beteiligungsmanagement Luxembourg S.à.r.l. mit Geschäftsadresse 140, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, vertreten durch

- Herrn Dr. Marc Henning Diekmann, geboren in München am 23.12.1968, wohnhaft in Oelmüllerstraße 14, 82166 Gräfelfing, Manager;

- Herrn Rüdiger Kimpel, Financial Trader, geboren in Wiesbaden am 02.09.1961, wohnhaft in 3, rue Fernand Mertens, L-2148 Luxemburg, Manager

2) BBG Aurum GmbH & Co KG, HRA 9971, Sitz Frasdorf diese vertreten durch die BBG Bauträger-Beteiligungsgesellschaft mbH, diese wiederum vertreten durch Herrn Andreas Bauch

Die Erschienenen gründen eine Gesellschaft mit folgendem Inhalt:

#### **A. Bezeichnung - Dauer - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck**

**Art. 1.** Hiermit wird eine Offene Handelsgesellschaft ("societe en nom collectif") unter der Firmenbezeichnung BBG Aurum & Co. S.E.N.C. gegründet.

**Art. 2.** Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet. Sie kann durch Beschluss der Gesellschafter aufgelöst werden. Die Gesellschaft wird nicht in Folge des Ablebens, der Geschäftsunfähigkeit oder der Insolvenz eines ihrer Gesellschafter aufgelöst.

Jeder Gesellschafter kann die Gesellschaft unter Einhaltung einer Frist von einem Jahr zum Ende eines Geschäftsjahres kündigen.

Kündigt ein Gesellschafter die Gesellschaft nach Abs. (2), so ist jeder der übrigen Gesellschafter berechtigt, auch seinerseits mittels Anschlusskündigung die Gesellschaft auf denselben Zeitpunkt zu kündigen. Die Anschlusskündigung muss innerhalb einer Frist von zwei Monaten nach Eingang der Kündigung bei der Gesellschaft erklärt werden.

Jede Kündigung bedarf der Schriftform. Sie ist gegenüber der Gesellschaft zu erklären, die jeden Gesellschafter unverzüglich zu unterrichten hat. Für die Rechtzeitigkeit der Kündigung ist der Eingang bei der Gesellschaft maßgebend.

Der kündigende Gesellschafter scheidet mit Ablauf der Kündigungsfrist aus der Gesellschaft aus, es sei denn, die Gesellschaft tritt zu diesem Zeitpunkt aus zwingenden gesetzlichen Gründen in Liquidation oder die übrigen Gesellschafter beschließen oder der allein verbleibende Gesellschafter erklärt vor diesem Zeitpunkt, dass die Gesellschaft mit Ablauf der Kündigungsfrist aufgelöst sein soll. In diesem Fall nimmt der kündigende Gesellschafter an der Liquidation teil.

**Art. 3.** Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt.

Innerhalb der Gemeinde kann der Sitz der Gesellschaft durch die Geschäftsführung verlegt werden.

**Art. 4.** Zweck der Gesellschaft ist der Kauf und Verkauf sowie der Handel mit Gold und Edelmetallen als physische Ware über Spotmärkte sowie Termin- und Derivategeschäfte mit Gold- und Edelmetallen in gewerbsmäßiger Weise.

Sie kann weiterhin sämtliche handelsüblichen, industriellen und finanziellen Operationen vornehmen, welche direkt oder indirekt auf den Hauptzweck Bezug nehmen.

#### **B. Gesellschaftskapital - Gesellschaftsanteile**

**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt 100.000,00 EURO eingeteilt in Tausend Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von 100,00 EURO.

Das Stimmrecht bemisst sich nach Kapitalanteilen. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt zur Abgabe einer Stimme. Die gemeinsamen Beschlüsse sind nur ordnungsgemäß gefasst, wenn sie von den Gesellschaftern angenommen werden, die zusammen mehr als die zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten. Sie können auch auf dem Schriftwege erfolgen, wenn alle Gesellschafter dem zustimmen. Entscheidungen, die die Satzung ändern, erfordern eine Zustimmung von drei Viertel des Gesellschaftskapitals.

Die Gesellschaft kann bei Bedarf die Leistung einer Bareinlage anfordern. Diese soll einen Betrag von EUR 8 Mio. nicht überschreiten.

**Art. 6.** Das Gesellschaftskapital kann jederzeit von der Gesellschafterversammlung abgeändert werden.

**Art. 7.** Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Anteil an. Sollte das Eigentum an Anteilen aufgeteilt sein, müssen diejenigen, die ein Recht an diesen Anteilen geltend machen, einen gemeinsamen Bevollmächtigten ernennen, um die aus den Anteilen resultierenden Rechte gegenüber der Gesellschaft zu vertreten.

**Art. 8.** Gesellschaftsanteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Die Abtretung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden oder im Todesfall bedarf im Übrigen der einstimmigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt.

Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen an pflichtteilsberechtigten Erben oder an den (überlebenden) Ehegatten bedarf keiner Zustimmung.

Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen und der Tod oder die Auflösung eines Gesellschafters führen nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

**Art. 9.** In Übereinstimmung mit Artikel 1690 des Code Civil ist eine Abtretung gegenüber der Gesellschaft wirksam, wenn sie der Gesellschaft mitgeteilt wurde oder von ihr angenommen wurde.

**Art. 10.** Jeder Anteil gibt Recht auf einen Bruchteil der Gewinne und des Gesellschaftsvermögens in direktem Verhältnis zu der gesamten Anteilzahl.

Die Gesellschafter haften unbeschränkt und gesamtschuldnerisch für die Gesellschaftsverpflichtungen.

**Art. 11.** Die Gläubiger, Rechtsnachfolger oder Erben der Gesellschafter können, aus welchem Grund auch immer, weder Siegel an das Vermögen und die Dokumente der Gesellschaft anlegen, noch sich in irgendeiner Weise in die Geschäftsführung der Gesellschaft einmischen. Sie müssen sich auf die Inventarliste der Gesellschaft beziehen.

### C. Geschäftsführung

**Art. 12.** Die Gesellschaft wird durch die ColInvest Beteiligungsmanagement Luxembourg S.à.r.l. als alleinige Geschäftsführerin verwaltet. Gegenüber Dritten ist die Geschäftsführerin befugt, im Namen der Gesellschaft im weitesten Sinn zu handeln und Verwaltungs- sowie Verfügungsgeschäfte vorzunehmen, die dem Zweck der Gesellschaft dienen. Die Geschäftsführung ist jedoch an die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung zwingend gebunden. Jedem Gesellschafter steht es frei, Äußerungen und Ratschläge zu erteilen, Aufsichtshandlungen und Ermächtigung des Geschäftsführers für Tätigkeiten zu erteilen, die seinen Entscheidungsbereich überschreiten.

**Art. 13.** Die Gesellschaft wird rechtsgültig durch die Einzelunterschrift des alleinigen Geschäftsführers verpflichtet.

**Art. 14.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr ist ein Rumpfgeschäftsjahr.

**Art. 15.** Jedes Jahr, zum einunddreißigsten Dezember, wird die Geschäftsführung die Jahresabrechnung aufstellen und ihn den Gesellschaftern zur Verfügung stellen. Weiter bereitet der Geschäftsführer seinen Bericht vor und stellt ihn den Gesellschaftern ebenfalls zur Verfügung.

**Art. 16.** Jeder Gesellschafter erhält eine Abschrift der Jahresabrechnung und des Berichts des Geschäftsführers spätestens fünfzehn Tage vor seiner Genehmigung.

### D. Gesellschafterversammlung

**Art. 17.** Einmal im Jahr treffen sich die Gesellschafter dessen Tagesordnung die Annahme der Jahresabrechnung und des Berichts des Geschäftsführers, die Entscheidung über die Verwendung des Nettogewinns und die Entlastung des Geschäftsführers enthält. Insbesondere ist die Gold-Strategie mit dem Gesellschafter BBG Aurum GmbH & Co. KG regelmäßig abzustimmen. Die Gesellschafterversammlungen werden ausschließlich am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

**Art. 18.** Jeder Gesellschafter erhält von dem Geschäftsführer wenigstens fünfzehn Tage vor der Sitzung ein Einberufungsschreiben mit der Tagesordnung. Gemeinschaftsbeschlüsse müssen von mindestens zwei Drittel des Gesellschaftskapitals genehmigt werden.

### E. Auflösung und Liquidierung

**Art. 19.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren. Fassen die Gesellschafter keine Entscheidung in dieser Hinsicht, so ist der Geschäftsführer als Liquidator anzusehen.

### F. Generalregelung

**Art. 20.** Für sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Punkte gelten die Luxemburger Gesetze.

### G. Übergangsregelung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag und endet am einunddreißigsten Dezember 2008.

#### *Zeichnung und Zahlung*

Die Gesellschaftsanteile werden von den Erschienen wie folgt gezeichnet:

1.) Die BBG Aurum GmbH & Co KG, zeichnet Gesellschaftsanteile von insgesamt 999 Anteilen und zahlt 99. 900,00 Euro.

2.) Die ColInvest Beteiligungsmanagement Luxemburg S.a.r.l. hält einen Anteil, zahlt 100,00 Euro Kapital ein und haftet unbeschränkt. Das liquide und handelsrechtliche Ergebnis aus der Gesellschaft steht ausschließlich der BBG Aurum GmbH & Co KG zu.

Sämtliche Geschäftsanteile wurden vollständig einbezahlt durch die Zeichner, so dass der Betrag von 100.00,00 der Gesellschaft zu freien Verfügung steht.

#### *Außerordentliche Gesellschafterversammlung*

Im Anschluss an die Gesellschaftsgründung, haben die Gesellschafter, vertreten wie vorerwähnt, die das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, eine außerordentliche Gesellschafterversammlung abgehalten und einstimmig, nachdem sie anerkannt haben, dass sie ordnungsgemäß geladen waren, und in Kenntnis der Tagesordnung folgende Beschlüsse gefasst:

1) Der Geschäftssitz wird unmittelbar nach Gründung der BBG Aurum Luxembourg S.à r.l. und Unterzeichnung eines rechtsverbindlichen Mietvertrages von der 140, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxemburg in die 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxemburg verlegt.

2) Die Zahl der Geschäftsführer wird auf einen bestimmt.

3) Zum Geschäftsführer wird ernannt:

ColInvest Beteiligungsmanagement Luxembourg S.à.r.l. mit eingetragenem Gesellschaftssitz in 140, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg.

Luxembourg, 11. Dezember 2008.

ColInvest Beteiligungsmanagement Luxembourg S.à r.l.,

Dr. Marc Henning Diekmann / Rüdiger Kimpel

Manager / Manager

BBG Aurum GmbH & Co. KG

vertreten durch die BBG Bauträger-Beteiligungsgesellschaft mbH wiederum vertreten durch Herrn Andreas Bauch

Signature

Manager

Référence de publication: 2008158765/9326/133.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07887. - Reçu 964,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

---

**IS EF Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 32.526.175,00.**

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 117.042.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/12/2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158779/9356/13.

Enregistré à Luxembourg, le 16 décembre 2008, réf. LSO-CX06450. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

---

**Albergo Luxembourg Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 93.884.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10/12/2008.

Xenia Kotoula

Gérant

Référence de publication: 2008158950/805/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07101. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

---

**Swiss Life (Luxembourg), Société Anonyme.**

Siège social: L-8009 Strassen, 25, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 22.663.

*Extrait pour publication*

Lors du conseil d'administration, tenu le 3 décembre 2007, les administrateurs ont acté, à dater du 31 décembre 2007 la démission de Monsieur Peter Jeurissen, de nationalité belge, né à Genk (B) le 18/06/1961 et demeurant Im Weierberg, 12 à D-54329 Konz en tant que Directeur du Marché International.

Lors de l'assemblée générale ordinaire tenue le 5 juin 2008:

- les actionnaires de la Société ont acté la démission de Monsieur Jacques Richier, de nationalité française, né à Casa-blanca (Maroc) le 12/01/1955 demeurant rue Soufflot, 24 à F-75005 Paris, en tant qu'Administrateur - Vice-Président du conseil d'administration en date du 5 juin 2008.

- la reconduction de PricewaterhouseCoopers en tant que Commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à se prononcer sur l'exercice social de la Société qui se terminera le 31 décembre 2008 et qui se tiendra en 2009.

Lors du Conseil d'administration, tenu le 21 octobre 2008, les actionnaires de la société ont acté:

- la démission de Monsieur David Brandt, de nationalité belge, né à Berchem-Ste-Agathe le 21/12/1970 demeurant rue du Pannebourg, 61 à B-6700 Waltzing, en tant qu'Administrateur ad interim.

- la nomination de Monsieur Tanguy Polet, de nationalité belge, né à Bruxelles (B) le 6 juillet 1970 et demeurant 25, Route d'Arlon à L-8009 Strassen en tant qu'Administrateur. Cette nomination est effective au plus tard jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à se prononcer sur l'exercice social de la Société qui se terminera le 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014.

- les mandats en tant qu'administrateurs de Madame Margrit Schmid et de Messieurs Beat Hubacher et Beat Reichen sont prolongés jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à se prononcer sur l'exercice social de la Société qui se terminera le 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014.

- Les adresses des administrateurs sont modifiées de l'adresse privée à l'adresse professionnelle, à savoir 25, route d'Arlon à L-8009 Strassen.

Nom	Ancienne adresse (privée)
Reichen Beat	1, Im Schuelacher, CH-8335 Hittnau
Hubacher Beat	6, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg
Schmid Margrit	26, Kinkelstrasse, CH-8006 Zürich

Swiss Life (Luxembourg)

Signature

Référence de publication: 2008156059/1889/38.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2008, réf. LSO-CX02451. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

**Apollina S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 116.330.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008156354/631/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2008, réf. LSO-CX05053. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

**ING PFCE Poland I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 75.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 95.700.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ING PFCE Poland I S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2008156355/655/14.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01194. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.